

SAFRONTIÈRE

HEBDO

Semaine du 21 au 27 mars 1981.

No 16 5 FF

Maroc 4,40 DH Tunisie 400 M.

INTERVIEW

MICHEL ROCARD:

« LE PARTI COMMUNISTE
POSE UN VRAI PROBLEME »



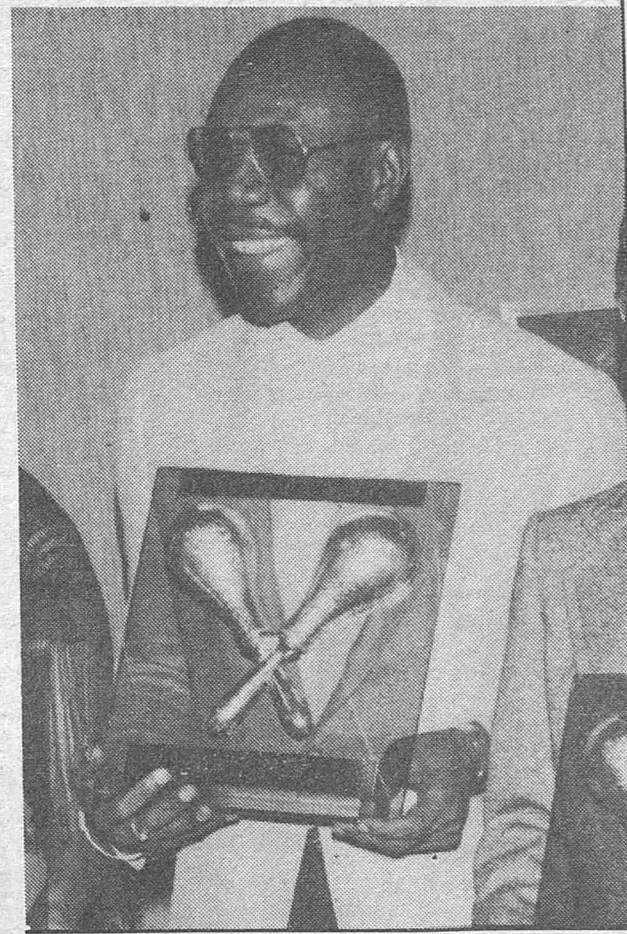
TUNISIE :
A LA VEILLE DU
CONGRES DU P.S.D
Tensions sociales
et sombres desseins *Page 8*

INDE :
La vie des casseurs
de pierres *Page 10*



A LA DECOUVERTE DES RYTHMES AFRICAINS

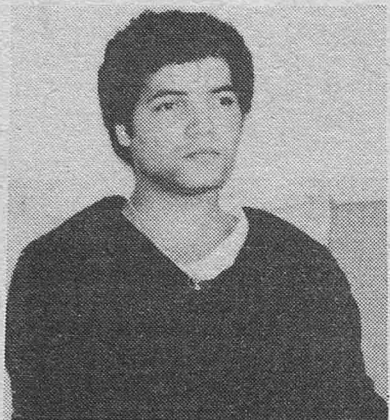
FELA S'EN VA, MANU ARRIVE



Entretien avec le réalisateur palestinien Michel Khalifi

*La femme,
la terre,
la lutte* *Page 11*





La vie est une longue marche

Dans le numéro précédent, nous vous avons annoncé la mort d'un jeune algérien, Djamel, 21 ans. Nous avons publié un extrait de la lettre qu'il avait faite quelques jours avant de se donner la mort.

Aujourd'hui, nous la publions intégralement, ainsi qu'une autre lettre qu'il avait envoyée au journal « Libération », ainsi qu'un commentaire de son frère. Avant de publier la lettre de Djamel, nous avons longuement réfléchi, et discuté avec la famille et les amis de Djamel. C'est donc en accord avec eux que nous publions les deux lettres afin d'essayer de comprendre le geste de Djamel. Sa mort nous interpelle, de la révolte au suicide... Que s'est-il passé...?

Je dévoile 20 ans d'une vie ni misérable, ni pitoyable

Je crois qu'il va y avoir une autre semaine « dérisoire inutile » de l'immigration. C'est donc à cette occasion que je voudrais témoigner à ma façon.

Réagir à ce baratin officiel, je ne serai pas le seul, j'espère. Je dévoile 20 ans d'une vie ni misérable, ni pitoyable. Ce n'est qu'une petite vie tranquille (si tranquille : sans bouleversement de l'univers) d'immigré. Mais elle représente beaucoup à côté de 7 jours. Il faut croire que l'on ne peut officiellement s'exprimer, parler, vivre, aimer, sentir, qu'une semaine par an.

« Libé », je t'achète souvent pour les petites annonces, les manifs et « Cherry ». Je t'achèterai encore longtemps parce que ces rubriques permettent aux gens de se rencontrer par la suite.

En souhaitant qu'il y ait des suites à cette lettre, je vous salue.

P.S. : Je n'ai pas d'adresse précise, mais j'aimerais entrer en relation avec des intéressés pour faire quelque chose de marquant et poignant (Ecrire au « courrier des lecteurs de libé » qui transmettra).

Nationalité : Immigré

Adresse : Le Soleil (dehors, dans ma tête).

1958 : Guerre d'Algérie, mon père FLN, entre clandestinement en France ; débarque d'Argenteuil. De Gaulle débarque à Paris. Des morts, la rage de survivre, une révolution (de celles qui font le Tiers-Monde). Ma mère paumée mon grand frère bébé.

1959 : My father est installé. Encore des morts. Toujours des corps mutilés ; la torture. Massu, Salan ?

Maman immigrée met au monde (de l'ordure et de l'horreur) deux petits frères, ils crient, ils crieront encore longtemps. C'est l'hiver et je nais.

1960 : Les deux petits ont grandi.

1961 : 17 octobre. Manif Argenteuil. Ratonades de rigueur « sus aux bicots ». Des morts. Torture. Prison.

OAS. Let's twist again.

Chouette, une petite sœur. 4 mômes dans un deux-pièces humide.

1962 : Freedom. Accords d'Evian fin. 5 juillet. Libertad. Pays neuf du sang à essuyer. Des veuves, des familles à consoler.

Au revoir pays de souffre-douleurs.

Merde, encore une petite sœur, on peut jouer aux 4 coins.

La banlieue.

1963-64-65 : Chronique de nos années de braise. Yeah-yeah. Twist, rock, Elvis, télévision, pièces de 1 franc.

Les jumeaux rentrent à l'école primaire, près de l'église, du boulanger et du parc à bestiaux (le marché).

Croissants chauds le matin.

1966 : Argenteuil banlieue nord. Bords de JSeine.

L'équipe de hand-ball est au complet (7) Une petite fille et un petit garçon jumeaux.

Maman immigrée et papa ne connaissent encore pas le mot « chômage ».

C'est l'hiver. Déménagement, événement. La Z.U.P.

Histoire à dormir debout. Immeuble neuf.

1967 : Mai. La mort de la petite sœur. Des larmes. Je commence à ne plus rien comprendre. Des cris. Des pleurs. Des regrets. L'amertume. Beaucoup de monde autour de nous.

Les chantiers interdits au public, mais ouverts au néant et aux petits immigrés.

Ma cabane au fond du chantier. La nouvelle école est terminée. Circoncision. Religion oblige.

1968 : La cité est devenue obligatoire. Territoire des pauvres.

La bande du Coudray (mon quartier). Des conneries, des calvades dues aux gardiens.

Mai. Pas de télé et pas d'école. Papa reste à la maison 15 jours.

Des lycéens du lycée en face de chez moi gueulent un peu dans la rue.

Certains s'occupent de ma bande. C'est sympa. Certains d'entre nous piquent, d'autres parlent d'eux.

Pour moi, l'hôpital. Maladie de la peau.

Papa ne vient pas me voir. Mon oncle d'Algérie meurt.

1969 : On se remet des émotions. On va aux « champs ». C'est un terrain vague où certains fument des Parisiens.

La Z.U.P., territoire d'outre-tombe.

Bals du 14 juillet.

1970 : Superman le bouquin. Passage en 6ème. La bande de temps en temps. De la bagarre. Les flics.

Les carreaux du lycée commencent à descendre. On s'emmerde, on a fait le tour.

Colonie de vacances. Découverte des autres. « Tiens, ils étaient là, eux ! ». Mauvais souvenirs. J'emmerde les autres. Les conneries.

1971 : Le CES. Les minettes de ma classe. On peut faire autre chose que de les emmerder, les filles. Brigitte. les maths.

La colo encore. Le panard des filles partout. Les filles de service. L'amitié avec Anne-Marie.

1972 : La 5ème. Les études à fond. Une petite moustache petit homme, le vélo, c'est rapé pour cette fois.

Colonie de vacances. Le bain. Match de foot arabes-français.

Rancard chez les flics. Quelqu'un a bavé. fini la bande.

1973 : La 4ème. Le grand amour. Pink Floyd. Catherine. Et si j'écrivais des textes à l'eau de rose. Le vieil homme et son chien.

colo de vacances. Le panard. Annie. « Je ne suis qu'un rêveur ».

La Z.U.P. est encore là. Je m'enferme.

1974 : La 3ème. C'est la chevauchée fantastique. Love me tender. Un /prof qui me questionne. Lit mes textes. Me décomplexe un peu mais m'emmerde aussi.

C'était un vieux salaud je crois. Il nous faisait voir ses diapos sur la Thaïlande, à nous qui ne connaissions que la Zone Urbaine Prioritaire.

Merde alors, le redoublement. Catherine encore. BEPC admis.

1975 : Sur la dalle commerçante, les copains musiciens. Pyramides valium. Mini festival folk sur le terrain de Fast.

Je suis paumé. Les copains vont au Festival d'Orange. Les Hell's Angels. Suis embarqué par Love and Peace. Sais plus quoi faire.

Maxime Le Forestier.

Je commence à parler.

1976 : Réussite sociale. La seconde. Le lycée. La différence d'avec les autres élèves commencé à se faire ressentir.

15 filles, 2 mecs. L'Anarchie. Méphisto-Lucifer.

Phantom of Paradise.

Isabelle apporte des bonbons en classe. On rigole. Jeux innocents.

J'ai pas encore compris comment faire.

On me remercie gentiment. Je change de lycée.

Septembre : Martine. Le cinéma. Un film bizarre.

1977. Janvier. Février. Mars. Désespoir profond.

Avril. Martine, une autre. Stage CEMEA. Jan-Club. Léo Ferré. Ne chantez pas la mort. C'est le délire. Les gens parlent.

Juillet : l'apothéose. Dominique. Immigré mon amour.

Septembre : « this is the end... »

1978 : L'année folle. l'année du « regardez-moi, j'existe ».

La terminale. Subversion à plein tube au lycée. Affiches à outrance.

Diverses manifs sur Argenteuil. La fête.

Manifs Klaus Croissant.

Les autonomes.

La LCR du lycée cherche à m'intégrer. « camarade lycéen, camarade immigré ». Et basta !!

Le printemps, le bac. La pelouse.

Benoit Icebert. Expérience contre-culturelle. Fêtes. Rock-Jazz.

Expos. Journal. Déficit. On se casse le nez.

Week-end à Nanterre. Immigré. Immigré. Emerge. Prise de conscience. Découverte de Mounsi.

« Y'en a marre de les entendre parler de nous sans même nous regarder ».

1979 : « autonomie et offensive ». 23 mars. Lancel. Café de la Paix.

Salads de flics.

Semaine de l'immigration. Semaine du leurre.

L'année du flip immigré.

Subversion immigré.

Journal « Sans Frontière ». « l'immigration pour nous et par nous ».

Sonacotra. Garges-les-Gonesses.

Black Panthers arabes.

Juin : l'été chaud des Sonacotra.

Juin-juillet-août : L'été chaud des Sonacotra s'ennuie. Peu à peu, Mme Beauf-cool partent sur la route. L'insouciance et l'oubli. Soirées au coin du feu à Garges.

Fachos. Goldman. Manif « Je n'y crois plus ».

Hé, Fadhila, on mène une histoire de fous !

Octobre : Les vendanges dans le Bordelais. Farewelle Paris.

Inch'allah la zone. Vin à volonté. Beauf. Paysan. Légitime défense. La chasse est ouverte.

Le rouge légitime défense.

Retour malgré tout difficile à la ville.

La nausée. Mais... La mort-la mer-le soleil. La mort est une erreur.

1er novembre : « semaine de la mort ». « Boulin-Boulin ».

« Mesrine refroidi ». Le silence dans les rangs

Beaubourg de plus en plus de flics.

Mouna : « aimez-vous les uns les autres ».

13 novembre. « Avoir 20 ans dans la banlieue ».

L'immigration s'essouffle, mais il est des signes avant-coureurs qui ne trompent pas. Le problème immédiat de chacun est de trouver un boulot stable, et réglo vis-à-vis des autorités en place.

Une expression autonome immigrée arrive lentement. Elle s'exprimera en se débattant. Tout de suite, chacun est préoccupé par le quotidien et pour cela, j'ai l'impression que toutes nos luttes, nos expressions se tassent. Mais demain sera bien et demain commence aujourd'hui.

J'envoie à chacun beaucoup de soleil du fond de mon espoir.

Djamel 79

NOUVEAUX TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière »,
35 rue Stephenson, 75 018 Paris — C.C.P. 4 20 900 F Paris
— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois	3 mois
France	220F	170F	120F	70F
Europe, Afrique	280F	220F	160F	90F
Par avion	320F	290F	170F	105F

☐ Abonnement

☐ Réabonnement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

UN JOURNAL
POR NO ?!



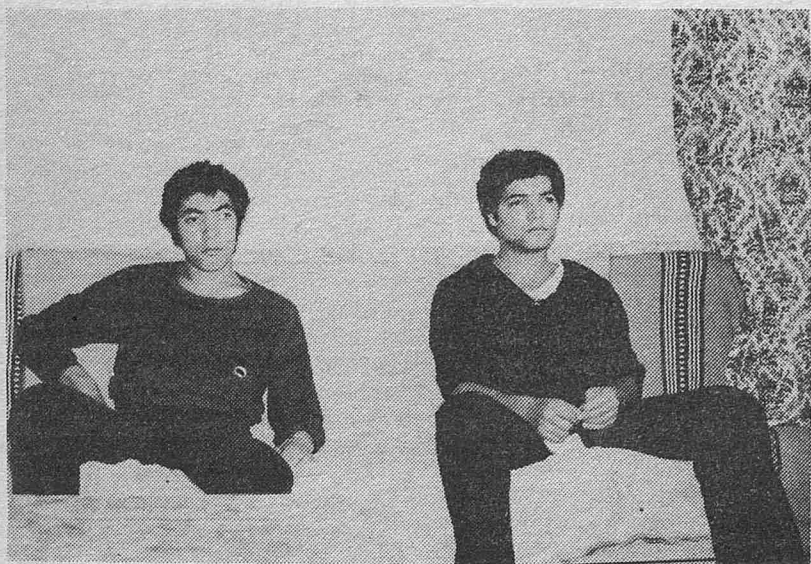
sans frontière

Siège social : 35 rue Stephenson, 75018 Paris
Tél. : 606 15 68
Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin
75003 Paris. Tél. : 278 44 78.
rédaction régionale Midi : 9 rue de la Rotonde
13001 Marseille. Tél. : (91) 62 58 93.
Fondateur de l'Association
« Editions sans frontière »
Louis Gallimardet
Directeur de la publication : Khali Hamoud
c.c.p. : 420900 F Paris
Commission paritaire N 61715
Diffusion N.M.P.P.
Imprimerie Voltaire-Roto, 93 Montreuil.

sans frontière

Samedi 21 mars 1981

où maintes fois, on se casse la gueule



Il s'est pendu peut-être, pour réveiller nos sens d'immigrés ...

Quel est ce nouveau fléau, qui endeuille les familles et les amis de tous ces jeunes suicidaires, issus pour la plupart de familles immigrées ? A-t-on déjà parlé du conflit des civilisations occidentales et orientales qui affligent toutes les jeunes générations d'enfants d'immigrés ? Peut-on parler du conflit social que leur réserve l'avenir ???

Mon frère Djamel est mort le 8 mars dernier à Argenteuil (Haute-Savoie), loin de sa famille et de ses amis, où il faisait partie du personnel d'encadrement des classes de neige d'Argenteuil (Val d'Oise). Il s'est pendu pour peut-être réveiller nos sens d'immigrés, ou par déceptions sentimentales ? Toujours est-il qu'il est mort à 21 ans et peut-être pas pour rien, car je suis certain qu'autour de nous, il existe des milliers de Djamel qui ont pensé s'évader comme pour ne plus affronter tous les contextes sociaux et idéologiques qui nous entourent.

Qui était Djamel ?

puis 1977 l'année de son bac où il a échoué. C'est par des textes écrits que j'ai fini par le connaître vraiment, mais maintenant, il est trop tard. Il ne me parlait jamais des différents problèmes qui le hantaient, c'est là où j'insiste pour vous faire comprendre qu'il faut effacer tous ces principes « bidons » au sein d'une famille immigrée perdue en France. Je ne pensais moi-même qu'à partir, c'est ce que voulait Djamel, il nous a quittés à sa façon. Il faut discuter avec nos frères et sœurs de tous les problèmes qu'ils rencontrent, la famille doit être forte et unie, pour supporter les difficultés de notre insertion.

Djamel vêtu de noir, avec autour du cou une écharpe noire « qu'il a gardée jusqu'à sa mort », puisque c'est avec elle qu'il s'est pendu. Il se sentait peut-être perdu.

Près de lui, un texte écrit de sa main cinq jours avant, a été trouvé. Sans Frontière a bien voulu le publier dans son intégralité !

Mohamed Aouada,
frère de Djamel

Il y a un an, le 27 février 1980

Lettre de Djamel à Mounsi

Bonjour,

Je viens de recevoir votre lettre et c'est sympa. Cela me fait plaisir, car ici, malgré tout, j'ai peu de nouvelles de Paris. Ce n'est pas que Paris ma manque, mais d'évidence, je passe à côté de pas mal de trucs. Je pense à Vitry, je suppose que ce dont vous me parlez, c'est du jeune arabe de 15 ans, qui a été tué.

J'ai su cela par Libé. Hé bien, j'ai vraiment senti la colère monter en moi. Ma colère n'a pas d'écho ici. C'est dur à expliquer ma réaction et ici vraiment, ça me manque de parler de ce truc. Plutôt je peux en parler, mais non échanger. J'ai lu dans Libé l'article et il pleure, cet article. Bien sûr, il ne prête pas à sourire, mais j'estime que se lamenter, c'est une étape mais la colère doit précéder quel-

que chose que j'ai du mal à préciser.

C'est sombre, mais à partir de l'idée des Black Panthers, je peux dire que cette lutte si désespérée soit-elle, peut engendrer un terrorisme politique. C'est un terrorisme de mots, terrorisme de l'expression et très rapidement risque d'être un terrorisme armé. Sur ce terrain, je ne m'avance pas trop, car il n'y a rien de plus flou et Big Brother nous regarde.

C'est vrai, il faut dénoncer l'assassinat de jeunes immigrés. On submerge l'information de conflits internationaux. C'est un conflit international aussi, en quelque sorte et de conflit à arme il y a peu.

La « légitime Défense » de Vitry et d'ailleurs essaient d'instaurer en quelque sorte un « état de siège ».

Il faut sortir la nuit et le jour aussi. On peut se dire effectivement : « il est mort, dur pour les miens ». Je ne nie pas le caractère particulier cellulaire de cette mort, mais je déplore et conteste (que de grands mots) le caractère GENERAL avec pour principal instigateur le Pouvoir et les médias et c'est là qu'il faut viser.

Je n'oublie pas notre discussion à Barbès avec Aziz. Génération sacrifiée, le type de Vitry : un exemple non pas exemplaire (modèle de meurtre), mais un exemple qui implique RAGE. Et moi qui cogite ici malgré tout. Je vois tout avec un recul profiteur. J'ai ma petite idée.

Ecrivez-moi plus en détail comment cela se passe Panam.

Salut à bientôt.

Djamel

J'explose d'aimer aussi fort

Aujourd'hui, 3 mars 1981, j'ai décidé de préparer ma mort. Ma vie, je l'ai déjà racontée avec ses jours de gloire, et ses jours de défaite. Ce n'est pas un acte de désespoir, j'y ai bien réfléchi. Interrompre le cataclysme du quotidien c'est un luxe que je me permets. Car personne ne peut enfreindre cette loi qui est le suicide.

Je ne crains rien de pire que le vide de l'existence. Je crois être arrivé à ce point. Je n'ai abouti à rien et je démissionne. Je refuse de lutter à nouveau. Je me sens serein et calme, mais vidé, lassé. Peut-être ne serais-je pas mort physiquement, mais dès lors, je suis déjà mort, la faute n'en revient strictement à personne.

Le seul fautif, c'est moi qui cumule les erreurs, les échecs. Ici, je me fane. Je renonce à gaspiller Marie, j'ai peur de mon effroyable tendresse.

Vous, les gens, je vous maudis d'être les gens-impersonnels. Vous avez tous le voyeurisme comme religion. Apaisez votre vampirisme de l'ordinaire. Par votre faute, je suis mort avant d'être né. Je suis vaincu avant d'avoir combattu. J'ai vieilli très vite d'où mon aigreur, ma fatigue.

La vie est une longue marche où maintes fois, on se casse la gueule. On prend des coups sur la tronche, on se remet de ses émotions on soigne ses blessures mais la cicatrisation est difficile.

Ce soir, que dalle, rien. Rien, si ce n'est que je veux mourir, car mon pessimisme est sans limite aucune.

J'ai du mal à me supporter, je ne m'admets plus tel que je suis tels que sont mes défauts. Je ne pense pas arriver à la perfection de moi-même. Marie, parce que je suis là, tu n'es plus ce que tu es, et je renonce, par ma mort, à détruire ta vie.

En enfer, ils peuvent rajouter mon nom sur la liste. Je n'ai plus rien à faire ici. J'étais un feu et j'éprouve un plaisir malsain à m'éteindre. Mettre fin à mes

jours c'est une occasion unique que je calcule. Elle me permet en outre d'apprécier à leur valeur les derniers jours qu'il me reste. Je ne veux pas souffrir en mourant. C'est vrai, la mort n'est pas un fin mot.

Peut-être que des gens me pleureront ceux-là, qu'ils sachent que la mort est mon dernier bonheur possible !

Sans doute, me trouverez-vous pendu. Je ne veux rien déranger. Si des gens m'aiment, il est trop tard pour le faire voir. Peut-être suis-je exigeant ? Mais j'ai si froid, très froid dans ma vie et personne pour me réchauffer.

Je suis un enfant perdu d'avance.

Si les esprits se baladent, que ceux qui m'aiment sachent que j'irai les voir.

Peut-être suis-je dément ? Mais c'est tout réfléchi depuis quelques années déjà. J'ai déjà prévu la date de ma mort si d'ici là, rien ne s'est amélioré pour moi, j'arrête ce maudit jeu.

Vous ne comprenez (les gens) rien à la passion. Celle-ci aboutit souvent à l'I.V.V. - Interruption Volontaire de Vie.

Si la mort est une nouvelle vie, je vous le dirai. Déjà maintenant, je n'exprime plus rien, car je ne parle qu'aux murs et au papier.

Si le suicide est selon vous les gens un égoïsme, sachez bien que souvent, je me suis donné et RIEN en retour. Pourtant, je ne suis pas une sangsue, je n'ai pris que ce que j'ai cru offert.

J'ai beaucoup aimé, c'est sûr. Ce n'est ni juste, ni injuste. Je ne suis pas parano. Je suis simplement déçu de vivre ici-bas. Je n'aurai voulu qu'un petit coin de soleil. Je n'ai connu que l'obscurité, d'où le noir.

En bref ce ... Rien sinon que la vie suit son cours.

La douleur est muette, le vide est la sérénité, et mes angoisses ont abouti. Je ne suis qu'un infime grain de poussière.

La solitude est réalité. Le suicide est raté et il pleut beaucoup dans mon intérieur.

Je ne dis rien, je ne pense rien. Il n'y a rien. Je vois au travers des gens sans me tromper. Vraiment la lucidité me creve les yeux.

Mon mutisme, dès lors, n'est qu'une manifestation de mes déceptions, mes orgasmiques angoisses. Je suis dans un noir intense et n'attendrai plus rien des autres.

Je ne peux désormais donner aux autres que des regards désenchantés et de légers sourires qui viennent d'eux-mêmes.

Il fait soleil dans la nature. Je me suis échappé de l'astre solaire pour me réinventer, me réfugier dans la Nuit.

J'ai quand même des sensations bizarres. Je sens un silence profond à mon sujet. Signe des temps ? Peut-être.

Le tout est que je me sens terriblement seul. Ma souffrance n'a d'égale que ma fausse sérénité.

J'ai changé d'avis. Je ne veux plus mourir, je n'en ai pas le courage.

Je ne sais pas du tout ce qu'il faudrait pour que je me ressaisisse. Peut-être dois-je avec sagesse, laisser filer le cours des choses. Je peux donc ne plus être le même physiquement. C'est très dur et quasiment impossible.

Ma sensibilité n'est pas un mensonge. Plus un sourire, plus un mot, plus un regard ne m'est adressé. Qu'est-ce à dire ? Le pire est de se voir si souvent. Quand l'un n'existe plus pour l'autre, quelque chose s'est brisé. Je suis une victime du néant.

Dire que j'ai tant donné, tant étreint et embrassé. Et mon chapeau de rêve se casse la gueule.

Je me retrouve assis sur mon cul, sans goût pour quoi ce soit. Je n'ai plus que mes yeux pour pleurer, et mes mains pour travailler. Je suis une nature morte, un corps inerte et inutile. Je me souviens et ma douleur s'aiguise. Je n'y peux rien, c'est ainsi.

Je suis fatigué, énervé et dégoûté. Si la vie est une farce, j'en suis le clown ou le fou. Rien, vraiment rien. Quelque chose, une lumière, s'est définitivement éteinte et quoique je dise, quoique j'écrive, j'ai peur dans le noir. C'est si bon de sentir un corps se coller au sien. Je me surprends à mordre l'oreiller pour accepter cette solitude subite ou définitive. Je ne sais pas quelle attitude prendre. Je me demande si demain sera bien. Je n'en peux plus.

Voir des gens, une autre, me ferait peut-être du bien. Elle me fuit et parfois, je me sens exploser, mais rien n'y fait. Elle ne m'écoute pas, elle s'en fiche. Je suis perdu.

Je suis désespéré, je sens la fin venir. Je ne veux, je ne peux rien faire. Couché seul dans ce putain de lit. Je ne préche plus que la mort. Je broie du noir à me faire éclater la cervelle. J'explose d'aimer aussi fort.

Qui voudrait, qui pourrait me tuer.

Il faut que je meure, le suicide, je n'en ai pas le courage. Vivre ainsi dans le désespoir et n'attendant plus rien, c'est la souffrance. Il me semble que des milliers d'aiguilles sont plantées sur mon corps. Mon ciel est sans étoile.

Marie, Marie, ne me torture pas, aime-moi ou laisse-moi crever. Mais dis-moi ce que tu veux. Je n'en peux plus. Même si tu ne lis pas cette lettre, saches que je suis comme une condamné à mort et que je suis coupable de toi. Ce que tu es, ce que tu vis.

Ma tendresse est morte.

La France est un pays d'accueil et d'asile ...Je pensais être compris !

Cette semaine, *Sans Frontière* continue son entretien avec des immigrés haïtiens en France. Deux couples dont un sans ressources, huit femmes, deux hommes parlent et s'expriment. Ils racontent ce que signifie être jeune en Haïti sous la terreur duvaliériste. Ils disent ce qu'ils espéraient de leur émigration en France. Ils parlent de leurs désillusions : chômage,

loyers élevés, racisme pour l'emploi et les logements, discrimination dans les statuts, etc ...

De plus, nous publions un témoignage d'un curé envoyé comme missionnaire en Haïti.

Témoignage accablant pour un régime qui écrase l'homme et veut lui retirer tout espoir dans la vie.

Pourquoi venez-vous ici ?

— J'ai pris la prison deux fois. Les Tontons Macoutes me menacent tout le temps. Les Tontons Macoutes ont besoin d'une terre, ils t'en chassent alors que tu en es propriétaire. Et tu ne peux rien dire. Ils surveillent tes paroles. Tes condisciples de classe vont te dénoncer comme ayant parlé mal du gouvernement.

— Ce sont les Tontons Macoutes qui font les élections, le peuple ne peut rien dire. Ils viennent chez toi en pleine nuit. Ils mettent la main sur un des membres de ta famille sans te donner d'explication. On ne sait pourquoi, on ne sait où ils l'emmenent. Souvent, on n'aura plus aucune nouvelle de lui. Alors, tu comprends, lorsqu'on voit cela, on n'a pas intérêt à traîner lorsque tu te sens menacé.

— Des tas de gens qui seraient utiles au pays sont obligés de partir ou sont exilés. C'est un désastre pour le pays et une honte.

— Tu as faim, tu n'as pas de travail, c'est la misère, et tu ne peux rien dire sinon tu es en danger. Et ici, on nous dit que nous ne sommes pas des réfugiés politiques, mais des réfugiés économiques. C'est faux.

— On n'a pas le droit de dire la vérité. Tout ce que tu dis est suspecté et déformé.

— Les plaines qui seraient riches restent sans irrigation. Il ne reste plus d'ingénieurs, plus d'agronomes.

— Notre religion est changée. Beaucoup de gens ont Jean-Claude Duvalier comme dieu.

— Si tu es jeune, ou bien tu te fais tonton macoute et tu vivras. Ou alors, il vaut mieux t'en aller.

Ce qu'ils espéraient.

— Pour moi, la France, c'est le pays de liberté et des Droits de l'Homme. Je pensais être compris.

— On nous parle en français dans les écoles, c'était plus facile pour nous de chercher à venir ici, alors que je parle pas un mot d'anglais.

— La France est réputée être un pays d'accueil et d'asile.

— J'espère trouver du travail.

Les filières.

Jusqu'en novembre, c'était tout facile. Il ne fallait pas de visa pour venir de Haïti en France. De plus Air France a inauguré une ligne directe Paris - Port-au-Prince depuis l'ouverture du Club Méditerran-

née. Après tout, Air France faisait de l'argent avec nous.

— Oui, mais depuis novembre, impossible de venir en France directement. Alors les gens sont passés par Luxembourg, puis par la Belgique. Mais depuis février, c'est bouché. Ce n'est plus possible. La combine a été découverte. C'est vrai qu'ils venaient trop nombreux à la fois. Ils ne pouvaient pas passer inaperçus.

— Dimanche 1^{er} mars, treize Haïtiens sont arrivés à l'aéroport d'Amsterdam en Hollande par le vol 202, en provenance de Miami. Ils ont été retenus par le Service d'Immigration. J'y étais allé pour chercher mon frère. Je l'ai vu comme je te vois. J'ai pu parler avec lui. Mais il n'y a rien eu à faire. Le gardien m'a dit : « Si c'est à Paris que vous allez, c'est pour débarquer à Orly. Nous avons reçu l'ordre de ne pas laisser les Haïtiens débarquer. Nous n'avons pas envie de voir des Noirs chez nous. Nous les détestons. »

Comment ils se sentent ici — leurs conditions de vie

— On nous disait que la France était une terre d'asile. Mais elle nous lâche. Elle n'en a pas le droit. On est bon à dormir dans la rue.

— Souvent les gens d'ici sont racistes. Si tu vas dans une agence pour y chercher du travail, on te dira que l'on ne veut pas de toi parce que tu es étranger. On a en principe les mêmes droits au travail. Mais ce n'est pas vrai.

— Je n'ai aucun papier. Je ne veux pas sortir le soir. J'ai peur que la police m'arrête et me renvoie.

— Je suis allé très loin en banlieue pour y chercher du travail. On m'a fait remplir des feuilles, on m'a demandé des

renseignements, on a pris mon adresse et on a dit que l'on me contacterait. Je sais ce que ça veut dire. C'est toujours ce qu'ils disent. Et tu n'as plus aucune nouvelle.

— J'ai sauvé ma peau des mains de Duvalier et j'ai fui ici. Mais quand je vois la situation de mes frères en France, sans aide, sans autorisation, sans logement, je dis que c'est bizarre. Et c'est plus bizarre de jour en jour.

— On nous loge dans des pièces où il n'y a même pas d'eau chaude et on paie des loyers élevés. Mais on ne peut rien dire. Toujours le Noir est fait pour subir. Mais sommes-nous donc des bêtes pour que l'on nous traite ainsi. Tu demandes un logement. Tu attends deux-trois ans : rien.

— La France ne peut nous mettre dehors comme cela, elle ne peut nous dire de nous en aller. Mais elle nous le fait comprendre autrement. Nous sommes mal vus de la part de la France.

— Sans travail, on ne peut vivre. On n'a pas l'esprit en repos. On a quitté notre pays pour des raisons politiques. On nous traite d'économiques. On nous refuse le statut et l'on nous envoie en recours. Mais on ne sait pas comment cela va se terminer.

Et s'ils doivent repartir.

— Si l'on te pousse à repartir et à retourner dans ton pays, tu peux préparer ton cerueil. On est coincé.

— J'avais un premier compagnon. On l'a arrêté. Je ne l'ai jamais revu. En novembre, on est venu arrêter mon mari, et on dit que ce n'est pas des raisons politiques. Qu'est-ce qu'il faut encore ?

Je ne sais ce qui va advenir de nous si l'on ne nous accorde pas le statut.

— Moi, je préfère mourir que de retourner tant que Duvalier sera là ainsi que les Tontons Macoutes. Je n'irai pas là-bas pour prendre de la prison et disparaître, sans raison.

Si l'on m'oblige à partir, je me suicide.

Propos recueillis par Jihaire



« J'ai vécu la misère d'un peuple »

Je suis arrivé en Haïti à la fin de 1974. Dans la région la plus pauvre du pays. J'y étais envoyé comme missionnaire. J'y resterai un peu plus de quatre ans.

Ce que je pouvais savoir sur Haïti, « la perle des Antilles », c'était quelques stéréotypes, un pays touristique, plein de soleil, lieu du Vaudou mystérieux et aussi pays le plus pauvre du monde, terrain de la dictature de Duvalier depuis des années.

Je savais cela. Comme on sait une leçon. Mais, j'ai vu et j'ai été suffoqué. J'ai eu mal jusqu'au dégoût et aux larmes, jusqu'au découragement dû au sentiment d'impuissance totale dans laquelle tu te trouves face à une situation grave pour laquelle tu ne vois pas d'issue.

Dès le début de ma présence en Haïti, il était clair pour moi que je refusais de m'intégrer à certains visages d'Eglise trop voyants, trop sclérosés, trop complices. J'ai choisi de vivre simplement au cœur du peuple, partageant au maximum sa vie, ses luttes, ses aspirations, ses souffrances. J'ai choisi de m'implanter au cœur d'une communauté humaine, dans une maison de style local.

J'ai toujours eu la conviction que si j'étais porteur d'une Parole libératrice, il fallait rendre visible le message. Sinon la Parole devenait lettre morte. Comment parler de Salut sans en donner des signes visibles, des commencements de réalisation au cœur de l'existence concrète des gens détruits par les conditions quotidiennes de misère intégrale. Comment parler de l'amour de Dieu à des êtres qui subissent continuellement les conséquences du non-amour l'égoïsme, la haine, l'injustice, l'aliénation, la mort, l'exil ? Je ne comprend pas. Je m'étonne que ce soit là une vérité si peu évidente pour beaucoup.

Je parcourais les divers villages, à pied, participant aux réunions locales, travaillant avec les gens au jardin. Dans cette ligne, j'ai suscité dans les diverses communautés humaines des groupes de jeunes (il y en aura 37). Il s'agissait de regrouper les jeunes qui le désiraient pour qu'ils soient ensemble, pour qu'ils travaillent ensemble (je leur apprenais à travailler la terre avec quelques techniques adaptées), pour qu'ils s'organisent, prennent des responsabilités et découvrent par eux-mêmes les causes de leur situation de misère. Alors que très souvent ils restent passifs et résignés, ils s'en remettent à Dieu. Ce qui fait le jeu des possédants de richesses et du pouvoir.

C'était un travail de conscientisation qui permettrait à des leaders suscités de la base de prendre leurs responsabilités et d'être créateurs et maîtres de leur vie et de leur avenir.

Tout cela n'a pas été chose aisée. Il faut s'imaginer d'où l'on part et à qui l'on s'adresse. Il faut s'imaginer la situa-

tion de ces masses totalement démunies, condamnées à la misère totale, victimes de la répression brutale et aveugle qui les écrase et qui tue toute volonté, tout désir, tout rêve de liberté et de promotion. Je ne peux me détacher de la vue d'enfants mourant de faim. Qui a été témoin, blessé et révolté par cette vision, ne peut oublier ni se taire.

Le travail que j'ai fait s'inscrivait sur un fond de lutte. Lutte contre les confrères qui me prêchaient la prudence et me prédisaient des difficultés. Ils savaient de quoi ils parlaient. Ils étaient là depuis des années, tranquilles : ils avaient été prudents. Mais leur prudence devrait les faire condamner pour complicité ou non-assistance à personnes en danger. Pendant qu'ils se taisaient par prudence, des enfants sont morts de faim, des familles ont été déchirées par des arrestations arbitraires et des disparitions, des boat-people quittent le pays régulièrement.

Lutte aussi contre certaines personnes qui mêlent développement collectif et promotion personnelle, cherchant à se servir de toi comme escabeau. Si tu refuses, tu es objet de critiques. Celui qui se disait ton ami par intérêt, hier, devient, aujourd'hui, un ennemi acharné.

Lutte contre les autorités locales et le système qu'elles soutiennent. Entre autres contre les Tontons macoutes, partout présents, et qui se croient tout permis.

Celui qui fait un travail de développement se trouve pris dans un dilemme. Ou bien il met ses autorités dans le coup de son projet, et il sera lié. Il n'aura pas de liberté de manœuvre. Et son projet sera récupéré et condamné à l'échec. Ce qui sera une nouvelle déception pour le peuple qui espérait.

Ou bien, et ce fut ma perspective, on choisit de s'appuyer sur des leaders naturels de la base, en-dehors des autorités suspectes et corrompues, et le peuple se sentira davantage concerné. Il se découvrira fort pour dénoncer des abus dont il est victime. Les autorités ne seront plus libres pour agir à leur guise et perpétrer l'injustice. Elles travailleront à te destituer. Tu seras accusé de faire de la politique, de semer la subversion, de diviser le peuple. Ils feront des démarches pour obtenir ton départ. C'est cela qui m'est arrivé. L'on m'a mis à même de choisir : ou bien rentrer dans le rang, comme ils disent, ou m'en aller. J'ai répondu : « Je pars. Je ne veux pas être complice de ce système d'injustice ».

Depuis deux ans, je suis parti. Un centre de développement que j'avais mis sur pied, et où travaillent 17 personnes, toutes haïtiennes, est toujours en activité.

Le père Djo R.

Michel Rocard :

« Il faut briser toute idée de ghetto »

Dans l'entretien qui suit, Michel Rocard, une des principales figures du Parti socialiste, parle des immigrés et de la politique de sa municipalité à leur égard.

Reprenant les principales positions de son parti, Michel Rocard va plus loin en ce qui concerne la participation des immigrés dans la vie municipale, et pose le problème du peu d'intérêt qu'ils manifestent à l'égard de certaines structures locales censées les représenter.

Au moment où Stoléru propose à grand renfort de publicité, la création de commissions extra-municipales, et présente l'idée comme devant résoudre tous les problèmes à l'échelon municipal, il est important de faire le bilan des expériences menées.

Sans Frontière : Dans Libé du 2 janvier, des immigrés du foyer de Conflans déclarent : « Rocard...connais pas... » ou « entre ce qu'il dit à la télé et ce qu'il fait... ». Pourquoi des jugements sévères ? On parle en effet beaucoup de ce que vous

faites pour les marinières, mais quelle place occupent les immigrés dans vos préoccupations ? Quelles mesures avez-vous prises ? Qu'avez-vous fait pour faciliter leur participation à la vie municipale ? Êtes-vous prêt notamment à leur donner le droit de vote à cet échelon ?

Michel Rocard : Je réponds oui sans ambiguïté à la dernière de vos questions. Le droit de vote pour les immigrés dans les élections municipales est une vieille revendication du P.S., inscrite dans son manifeste municipal. Mais je voudrais vous faire remarquer qu'une telle mesure ne dépend pas de la volonté d'un maire. La loi électorale dépend du Parlement et il n'existe pas, malheureusement, pour l'instant, de majorité désireuse de promouvoir une telle réforme, que les députés socialistes ont présentée sous forme d'une proposition de loi. Mais revenons plus en détail sur la façon dont la municipalité que j'anime s'occupe du problème immigré.

Je ferai une remarque préalable. Il serait curieux de vouloir réduire l'action d'une municipalité à l'action personnelle de son maire. Je l'ai souvent dit, et je le répète ici, pour moi, l'action politique est avant tout un travail d'équipe. Dans mon conseil municipal, chacun des conseillers a son propre secteur d'action qu'il anime en toute responsabilité. Mon rôle de maire est d'impulser, de coordonner, d'arbitrer le cas échéant.

Je n'ai effectivement pas eu l'occasion de me rendre au foyer de l'A.F.R.P. Mais cela ne veut pas dire que le problème immigré est absent des préoccupations de la municipalité de Conflans Ste-Honorine.

Avec Jean Guigne, maire adjoint chargé des migrants et ancien président de l'A.S.T.I. de Conflans, nous avons créé dès le début de notre mandat une commission extra-municipale des immigrés. Je m'interroge d'ailleurs aujourd'hui sur la pertinence d'une telle instance où très peu de ceux qui sont concernés acceptent de participer. Nous avons favorisé l'or-

ganisation de cours de portugais dans les locaux municipaux (c'est l'essentiel de la population immigrée) et essayons de faire de même pour l'arabe, mais, en dépit de nos démarches répétées, nous n'avons pu obtenir de professeur agréé. La M.J.C. fait une place régulière dans ses programmations au problème des différences culturelles et je suis heureux de constater qu'à la « cafétaria », les enfants des familles immigrées ont trouvé leur place.

Pour le reste, je ne suis pas sûr que la meilleure façon d'agir soit de considérer les immigrés comme des êtres à part, nécessitant sans cesse des mesures particulières. Pour moi, ils sont des Conflanais comme les autres. Et je sais qu'en disant cela, je ne suis pas forcément compris de tous les Conflanais.

S.F. : Justement, comment envisagez-vous la construction d'une société multiraciale et pluriculturelle surtout dans une période de crise qui exacerbe les sentiments d'intolérance ?

M.R. : Votre journal se bat pour une société « sans frontière ». Vous serez d'accord avec moi pour dire que nous en sommes loin. Comme vous, je constate non seulement l'intolérance due à la crise économique et les réflexes de repli sur soi et de peur qu'elle entraîne. Mais je constate aussi de façon positive ce désir de retrouver des « racines » qui anime les mouvements régionaux en réaction à une France trop centralisée, trop uniformisée. Alors, il faut exister avec le droit à sa propre culture, à son mode de vie et puis, il faut comprendre les autres qui ont envie de vivre à côté, mais autrement. Ce n'est pas facile.

Je crois de plus, et sans faire de sensiblerie, que le « mal du pays » existe bel et bien. C'est vrai pour le Breton ou le Basque immigré à Paris. C'est encore plus vrai pour le Martiniquais, le Sénégalais ou l'Algérien.

Peu de gens émigrent par plaisir. Ils le font par nécessité économique ou politique. Nos pays d'accueil ont le devoir de leur rendre le séjour le plus agréable possible, mais aussi de créer les conditions qui permettraient à ceux qui le désirent de vivre et travailler chez eux.

Ceci dit, je crois à la tolérance, au formidable enrichissement qu'il y a à connaître d'autres façons de vivre et de penser. Il y a tout à faire dans notre pays pour favoriser ces rencontres et ces contacts. D'abord et avant tout, éviter de dresser les communautés les unes contre les autres. Favoriser leur compréhension. Donner à chacune l'espace vital dont elles manquent trop. Ce serait déjà beaucoup.

S.F. : Pensez-vous que la notion de seuil de tolérance soit justifiée ?

M.R. : Non, et je la considère même comme dangereuse. Si l'on commence par fixer des quotas pour les étrangers ou pour les gens de couleur — on a eu récemment l'exemple de mesures discriminatoires prises contre des Antillais qui sont pourtant de nationalité française — où s'arrêtera-t-on ? N'y aura-t-il pas un seuil de tolérance des chômeurs, des jeunes, des handicapés, de ceux qui pensent autrement ou qui pratiquent telle religion ? Le seul seuil que je reconnaisse, c'est celui des conditions de vie insupportables, des logements surpeuplés, de la promiscuité des quartiers sous-équipés... Et en-deça de ce seuil, quelle communauté pourrait ne pas se trouver en conflit avec une autre ? Il faut briser toute idée de ghetto. Je crois à une possibilité d'intégration de la population immigrée tout en lui permettant d'avoir des lieux de rencontre pour continuer à vivre son identité.

S.F. : Pensez-vous que le différend qui existe actuellement entre le P.C. et le P.S. peut avoir des conséquences sur la vie des immigrés en France ? En cas de victoire, pourriez-vous résister à la pression populaire pour une politique restrictive de l'immigration ?

M.R. : Le Parti communiste pose un vrai problème. Il est en effet scandaleux que le gouvernement se décharge de l'accueil des immigrés sur les communes qui sont souvent déjà les plus défavorisées. Mais sa façon de réagir est tout aussi inacceptable. Pourquoi s'en prendre aux immigrés qui n'y sont pour rien ? En procédant de la sorte, le P.C.F. s'est coupé de la tradition internationaliste du mouvement ouvrier. Cela ne fait qu'augmenter les sentiments de crainte et de méfiance et j'espère bien que l'électorat populaire aura la sagesse de sanctionner cette attitude.

Je disais en commençant que le problème est cependant réel. Le Parti socialiste a défini sa position sur l'immigration. Il faut qu'elle se fasse dans des conditions qui permettent un accueil de qualité, c'est-à-dire un hébergement décent et un travail réel. C'est pour cela que nous sommes partisans d'accords négociés entre la France et chacun des principaux Etats

concernés. Il en est de même pour le retour. S'il est inacceptable de renvoyer les immigrés chez eux de façon arbitraire, il ne faut pas oublier que beaucoup d'entre eux souhaitent repartir s'ils étaient sûrs de trouver du travail dans leur pays. Voilà le véritable problème qui nous est posé.

S.F. : Vous liez donc les problèmes de l'immigration à ceux du développement du Tiers-Monde ?

M.R. : Tout à fait, le développement du Tiers Monde est l'un des enjeux majeurs des prochaines décennies. Je crois même que l'équilibre et la paix du monde dépendent de la capacité des pays occidentaux à accepter une politique de développement qui ne soit plus fondée sur la pillage et l'exploitation systématiques du Tiers Monde, sur l'exportation de notre modèle de production et de consommation qui, soit se révèle complètement inadapté et accentue la misère, soit provoque de telles injustices sociales



qu'il en résulte des dictatures pour réprimer les révoltes qui en naissent.

Je suis en Europe un de ceux qui prônent la nécessité d'un développement auto-centré fondé sur une agriculture vivrière et non exportatrice de matières premières comme aujourd'hui. Nos pays d'Europe ont une grande tâche historique à accomplir, qu'ils peuvent réussir s'ils acceptent de renoncer à la logique du profit à court terme. Je ne peux malheureusement pas vous dire que je suis optimiste sur cette issue quand je vois la logique économique rétrograde qui se développe aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, mais aussi en France. Là aussi, une autre politique s'impose.

Propos recueillis par D. Tartier

Mitterrand à Belleville-Ménilmontant

La campagne électorale a ses raisons que la raison n'a pas, pouvait-on dire ce jeudi 12 mars à l'issue de la visite de François Mitterrand, candidat du Parti socialiste aux élections présidentielles, dans le vingtième arrondissement de Paris. Brève visite, en fait, dont l'objectif était de dialoguer avec les immigrés dans un lieu, le Relais de Ménilmontant, connu pour être une maison de jeunes ouverte aux diverses communautés du quartier. Dialogue difficile, ne serait-ce qu'en raison de l'affluence des journalistes et des militants socialistes. Les immigrés présents ont bien évidemment posé quelques questions, mais les réponses les laissaient visiblement sur leur faim, la présence envahissante de la presse — donc de la campagne électorale — et le manque de temps, n'encourageaient pas l'échange. C'est ce qui explique d'ailleurs « la gêne » de certains militants du P.S. proches de la Commission Nationale Immigrée, quelque peu étonnés par cette visite, dont l'initiative revient, semble-t-il, à l'état-major de campagne de Mitterrand.

A cette gêne correspondait, et cela sautait aux yeux, une attente secrète des immigrés présents, venus pour entendre je ne sais quelle déclaration rassurante ou prise de position solennelle : on comprend qu'ils soient venus, pour rappeler leur existence alors qu'on est à l'aube d'une échéance électorale dont ils savent par expérience qu'ils seront les grands ab-

sents, pour ne pas être oubliés.

Dans cette attente immigrée, on sentait aussi les traces profondes de la campagne du P.C.F. sur l'immigration, la drogue et l'insécurité ; même les plus optimistes n'attendent plus de revirement rapide du P.C.F. et les immigrés se retournent vers le Parti socialiste (mais aussi vers le M.R.A.P. et la C.F.D.T.) dont ils attendent un soutien plus puissant.

Du côté du P.S., on ne compte pas dans l'immédiat — c'est-à-dire d'ici les élections — prendre d'initiatives significatives, même si la campagne du P.C.F. semble avoir accéléré le rythme des rencontres internes et des décisions.

Ainsi, deux journées nationales sur le thème « Collectivités locales et immigration » ont été organisées les 6 décembre 1980 et 8 février 1981 pour « faire l'inventaire des problèmes qui se posent dans les collectivités locales », précise Jean Le Garrec, et donner des réponses aux situations souvent extrêmement complexes... »

Les élus socialistes ont discuté de trois thèmes : logement, accueil et animation, formation, en cherchant, disent-ils, « des possibilités d'agir y compris au niveau financier, comme l'utilisation du 1% patronal, la relance des contrats d'agglomération, le contrôle du Fonds d'Action Sociale (F.A.S.) ou encore des solutions de régionalisation ».

POLY MAGGO

Ligne Marchais-Peyrefitte

La semaine dernière, *Sans Frontière* avait publié la lettre de J.-M. Niang. Lundi a eu lieu son procès et celui de ses deux amis. Ils ont été condamnés à cinq ans de prison dont deux avec sursis pour J.-M. Niang et J. Dutriez, trois ans dont deux avec sur-

Le 16/7/80, à six heures du matin, la devanture d'un bar parisien, situé au 11 rue St Jacques explosa. Dans les heures qui suivirent, un communiqué parvenait au MRAP, à l'AFP et à *Libé* pour revendiquer ce sabotage au nom du groupe autonome antiraciste (GAAR). Le texte était expressif : « Nous venons de frapper le *Polly Maggo*, bar pratiquant la discrimination sur des critères raciaux, ethniques... » Quelques neuf jours après, trois personnes étaient interpellées : Jean Marc Niang, jeune immi-

sis pour D. Guillemot. C'est avec de telles sentences lourdes et injustes qu'on justifie et motive une jeunesse éprise de « liberté » d'employer des méthodes hypocritement qualifiées d'irresponsables.

Voici le compte-rendu du procès. Tenez-vous bien.

gré métis, intérimaire étudiant ; Julio Gutturiez, 23 ans, d'origine basque, employé ; Dominique Guillemot, 25 ans, chômeuse. Tous les trois autonomisés, après un militantisme dans l'immigration à laquelle ils furent sensibilisés directement ou indirectement. Jean-marc et Julio se trouvent incarcérés depuis 8 mois et Dominique, en liberté provisoire depuis 8 mois. Mardi, le 10 mars, se tenait leur procès à la 13^e Chambre correctionnelle, le Président, Andréani, défend le P.M. et s'insurge contre l'éti-

quette de racisme qu'on colle au P.M. Après cette défense, il interroge Jean-Marc. Celui-ci sera des plus explicites « l'idée de l'attentat m'est venue parce que j'ai été victime de la ségrégation que pratiquait le P.M. » Tous au long de sa défense, Jean Marc évoque le racisme vécu personnellement, subjectivisé, l'atteignant lui-même ou avec Dominique, sa copine. Après, il passe à la dénonciation du racisme au quotidien ou ordinaire, celui vécu par beaucoup. Il rappellera le paroxysme du racisme atteint en 1980 avec les événements de Bondy, Vitry. Les assassinats touchant de jeunes immigrés, les délations de tous ordres, le mensonge (Montigny) et la politique Bulldozer... La ligne Marchais-Peyrefitte était reliée. A travers le P.M., c'est une pratique fascisante qui était visée... Dominique et Julio expliqueront leur mo-

tivation par rapport à la ségrégation que pratiquait le patron du P.M. et la vague d'attentats touchant l'immigration. Le patron, Boni Jacques, constitué partie civile, viendra s'expliquer et s'étonne en invoquant les 80 % de sa clientèle étrangère. M. le Procureur Mouton, fera un long réquisitoire et jettera un froid. Pour un acte comme celui-ci, c'est la perpétuité aux assises. Il considère l'attentat comme grave. Il pense qu'il existe un racisme avec ses différentes manifestations et après quelques apitoiements, il balayera les motivations antiracistes de leur acte. Il fera porter une responsabilité à *Libération* quotidien, qui avant l'attentat, avait fait un article sur le P.M. et il s'étonne de ne pas voir *Libé* au banc des accusés. « Cette pseudo-presse qui n'hésite pas à brandir un fait au lieu de donner l'information... » La clientèle de *Libé* est passée en revue « jeune, vivace, mais sans esprit critique... et prête à tout gober... ». Nul doute que tous les trois furent rangés dans cette catégorie... Il lancera à J. M. : « A vouloir être différent, on finit par ne plus avoir d'identité » Les circonstances atténuantes furent rejetées par le substitut

et une peine sévère de 6 ans fut demandée contre J.M. et Julio, 4 ans, assortis en sursis contre Dominique. A la violence des antiracistes, supposée brute et sans mesure, le procureur a opposé pendant son réquisitoire, un discours laissant entrevoir une violence instituée et éconômisée, « thérapeutique ».

Maitre Riquier, avocat de la défense, essaya de mettre en valeur leur militantisme antiraciste... Il parlait de Frederiksen, condamné à 13 mois pour apologie du racisme ; Il fait intervenir le contexte de 1980 et la montée du racisme et du fascisme : « le racisme bête immonde, s'infiltre partout et l'appareil judiciaire ne lui échappe pas ». Maitre Riquier recentra le problème du racisme dans ses manifestations quotidiennes. Monsieur Séné Mohamadou, sera appelé à témoigner et parlera de la plainte qu'il a déposée contre le P.M., bar qui lui avait refusé l'entrée... No comment ! Philippe Niang, frère de J.M., appelé à la défense, posera le problème du métissage, de ses recherches de logement, où beaucoup de portes lui sont fermées...

Aslak

CONFECTION

L'assainissement au profit de qui ?

Un an après le grand mouvement des travailleurs sans-papiers de la confection, on assiste à une renaissance de la lutte. Il y a actuellement deux objectifs à atteindre :

assurer les acquis de la régularisation obtenue l'année dernière et

l'amélioration des conditions de travail (obtenir au moins le respect des règlements de travail).

Bien que le secteur de la confection de la région parisienne soit bien loin d'être débarrassé du travail au noir, un nombre non négligeable de travailleurs ont vu leur situation régularisée depuis l'été dernier : 71% de 4573 travailleurs ayant déposé un dossier (73% de Turcs, 79% de Marocains, 71% des Yougoslaves, 57% des Mauriciens, etc.) ont obtenu leurs cartes de travail. Beaucoup iront bientôt la faire renouveler pour la première fois. Y a-t-il des raisons de s'inquiéter ? Verront-ils leurs cartes prolongées sans difficulté ? La C.F.D.T.-Hacuitex, appelant les travailleurs de la confection à une assemblée générale à la Bourse du Travail le 5 mars et à manifester au Sentier le 16 mars, a voulu prévenir toute tentative de remise en cause des acquis de l'an dernier. Les travailleurs ont réaffirmé leur solidarité avec tous ceux qui se sont heurtés à des refus (par suite d'un tri administratif), et avec « ceux qui ont eu un récépissé provisoire en banlieue ». Ces derniers (surtout des Turcs et des Mauriciens) s'étaient précipités récemment dans les A.N.P.E. et préfectures (surtout à Nanterre), à la suite de rumeurs selon lesquelles on leur délivrait là-bas des papiers. Ce flux de travailleurs sans papiers venant se déclarer eux-mêmes a pu servir aux autorités à un recensement.

Les travailleurs de la confection recommencent à mani-

fester aujourd'hui surtout parce que la régularisation n'a pas été suivie par l'amélioration des conditions de travail. Car « l'assainissement » officiellement proclamé n'a pas obligé le patronat (au-delà d'une déclaration de l'atelier et de la signature d'un contrat) à changer les pratiques courantes dans ce secteur qui se sont maintenues comme si rien ne s'était passé : travail à la pièce, horaires de travail trop longs, heures supplémentaires non payées, salaire déclaré partiellement, rythme de production quasi saisonnier avec des mois d'accélération et des « creux », les « oublis » de déclaration et cotisations à la Sécurité, etc. Bref, un « vide légal » fait pour être comblé par la lutte syndicale.

Les travailleurs, régularisés mais non satisfaits, l'avaient ainsi compris lorsqu'ils se sont mis en grève (tout au long de ces dix derniers mois), atelier par atelier, et souvent avec occupation de plus d'une semaine. Ayant gagné une fois sur deux, les acquis de la lutte atelier par atelier restent pourtant précaires et menacés. Ainsi les travailleurs viennent aujourd'hui rappeler ce dont ils avaient suffisamment témoigné l'année dernière quand ils étaient travailleurs au noir.

« Nous sommes des travailleurs qualifiés, nous travaillons dans de petits ateliers, sous-traitant des grandes entreprises de prêt-à-porter, des boutiques de mode et des grossistes. Nos patrons veulent nous faire travailler quand ils veulent, comme ils veulent... Lorsque face à cette situation, nous demandons l'application de la loi, les patrons refusent toute négociation... ». Les moyens de répression qu'ont subis les travailleurs ces derniers temps, utilisés par un patronat souvent intransigent et dur, appuyé par les maisons de gros, vont de l'intimidation aux menaces. Les agressions physi-

ques n'ont pas manqué : il y a eu un mort, Ahmed Chagh, qui a reçu une paire de ciseaux sur la tête. Surtout il y a eu le recours constant à la police, les poursuites judiciaires, les licenciements... Souvent les travailleurs ont trouvé plus simple de changer de patron. Le syndicat a dû fonctionner comme les pompiers ou le service S.O.S., pour expliquer aux forces de l'ordre venues protéger les patrons qu'il s'agissait bien de grève syndicale dans le cadre de la législation du travail. L'alliance dans ce secteur bien protégé, entre patronat et forces de l'ordre s'est révélée sans honte, juste au moment où il s'agissait d'établir des conditions légales de travail sous lesquelles le ministère avait autorisé les contrats de travail et opéré la régularisation des ateliers (le fameux « assainissement »). Situation paradoxale, c'est le moins qu'on puisse dire.

Syndicat et travailleurs ont tiré la leçon que la lutte d'atelier par atelier pour les conditions de travail étant difficile, il fallait la porter à un niveau général de mobilisation et d'action, sur la base des revendications suivantes :

- travailler 40 heures par semaine,
- la suppression du travail à la pièce ;
- la priorité de logement dans les H.L.M. pour les travailleurs ;
- les travailleurs de la confection ayant déposé un dossier de régularisation et ceux qui ont eu un récépissé provisoire en banlieue doivent obtenir leurs papiers ;
- suppression du visa discriminatoire et racistes pour les travailleurs de Turquie et de Tunisie ;
- arrêt des interventions de la police dans les ateliers.

I.R



Photo Jammal

Le P.S.

Contre la Notion d'Association Etrangère

Le groupe socialiste de l'assemblée nationale vient d'élaborer un texte visant à abroger la notion d'association étrangère définie dans le décret-loi du 12 avril 1939.

Extrait de la Proposition de loi

Il s'agit là d'une atteinte grave posée au droit qu'a toute personne de participer à la vie associative.

Mais il y a plus grave : la présence d'un seul administrateur étranger suffit à provoquer l'extranéité d'une association, ce qui entraîne deux conséquences :

- les étrangers membres d'une association française ne peuvent pas participer pleinement à la vie de leur association et ne peuvent représenter leur particularisme.
- Les fédérations d'associations (offices municipaux par exemple) ne peuvent accueillir d'associations étrangères

puisque leurs représentants ne pourront être élus.

Il y a donc discrimination pour une catégorie de personnes qui ont par ailleurs de grandes difficultés à participer à la vie sociale de leur ville et de leur quartier.

Il s'agit là d'un thème que le groupe socialiste avait déjà abordé dans la proposition de loi garantissant les droits des travailleurs immigrés qu'il avait déposée le 25 janvier 1979. Il faut absolument donner à tous la possibilité d'obtenir une insertion sociale la plus large possible.

Enfin, l'argument qui pourrait être invoqué de voir une association étrangère être un danger pour l'ordre public ne tient pas, car la loi du 1er juillet 1901, prévoit justement une procédure précise pour interdire ce type d'association.

Une assistance aux expulsés

Depuis une dizaine d'années, le nombre des expulsés et de refoulements n'a cessé d'augmenter, créant des problèmes humains dramatiques... En France, un certain nombre de gens bien que limités, animent des comités anti-expulsion soit dans des structures ou des réseaux d'aides comme celui de Nantes (cf *Sans Frontière bimensuel* No 17).

Face à ce problème qui s'aggrave, un homme est décidé à mener une action contre les expulsions et pour la reconnaissance des droits civiques des jeunes « immigrés » et envisage en particulier une grève de la faim illimitée, Christian Delorme, prêtre du diocèse de Lyon, membre du mouvement action non violent, est engagé jusqu'au bout, et compte faire éclater le scandale des expulsions et de l'arbitraire contre les immigrés à la veille des élections présidentielles.

Christian Delorme, espère que son action trouvera écho dans les organisations ou chez des individus. Dors et déjà, ces amis, des jeunes « immigrés », dont un en instance d'expulsion et des prêtres à Paris et dans d'autres villes de France sont près à le soutenir dans son action et compris à le seconder dans sa grève de la faim. François Lefort, un des animateurs de l'Association « Rencontre et Développement » à Alger (c'est une association composée de français qui comble une immense lacune des institutions Algériennes face aux expulsés), prendra le jeune pendant un temps limité et organisera la solidarité d'Algérie. Nous l'avons rencontré, il nous parle ci-dessous de ses préoccupations et de ses actions en faveur des jeunes « immigrés » expulsés.

S.F. : François Lefort, peux-tu me dire ce qu'est « Rencontre et Développement » ?

F.L. : C'est une association internationale de droit algérien qui regroupe des travailleurs français vivant en Algérie. Elle s'est fixé pour objectif de participer au développement de l'Algérie, et de manifester l'intérêt de ses membres pour le développement solidaire de tous les peuples, en particulier le peuple sahraoui. Depuis quatre ans, après la mort de Laid Sebai, nous avons été amenés à suivre la question de l'immigration algérienne. J'en suis l'animateur.

S.F. : Quel est le sens d'un tel groupe à Alger, Comment agit-il ? Quels sont ses objectifs et ses méthodes de travail ?

F.L. : Nous sommes bien placés pour informer les associations françaises de la politique algérienne en matière d'immigration, du développement du pays, de sa législation. Nous sommes en contact avec les mouvements de soutien aux travailleurs immigrés existant en France. Nous avons donc créé sur place la commission publique anti-expulsion avec le concours de la C.F.D.T., une association de parents d'élèves et avec la bénédiction de la F.E.N., cette commission se propose de réexaminer un certain nombre de dossiers d'expulsés ; nous réalisons aussi une sorte d'accueil pour les immigrés expulsés de France. Il ne s'agit pas, bien sûr, d'un accueil matériel, on ne peut pas tous les nourrir et les loger, mais il s'agit d'une assistance dans le domaine surtout juridique afin de tenter de faire annuler la mesure d'expulsion et de les aider, s'ils le désirent, à retourner en France.

S.F. : As-tu constaté, ces derniers mois, une augmentation du nombre des expulsés ?

F.L. : L'expulsion en fait, c'est quelque chose de clandestin exercé par les autorités françaises. Il s'agit d'éviter au maximum que l'opinion publique soit au courant. C'est ainsi qu'il y a toujours plus d'expul-

sions pendant l'été, période des vacances, le ministère de l'Intérieur agit toujours de sorte que l'on ne sache pas le nombre réel d'expulsions. Lorsque des chiffres officiels sont donnés chaque année, ils sont de loin inférieurs à la réalité, car il y a des quantités de moyens d'expulser quelqu'un. Souvent la menace suffit. On dit à l'intéressé : « tu vas être expulsé, pars de toi-même, ainsi il n'y aura pas de traces, tu pourras garder ta carte de résidence, tu pourras revenir en touriste, tu ne seras pas signalé aux autorités algériennes ». C'est souvent efficace.

Il y a d'autres possibilités de contrainte. On fait peur, par exemple à un jeune en l'accusant d'un délit qu'il n'a pas commis et on lui conseille de « filer » pour éviter des ennuis avec la justice. On a constaté que beaucoup de jeunes sont expulsés pour des délits commis il y a quelques années, bien qu'ils aient purgé leur peine depuis bien longtemps.

Je ne sais pas si vous connaissez l'existence des S.A.T. dans la région parisienne, comme pendant la guerre d'Algérie (les services d'assistance technique), ce sont eux qui créent le dossier d'expulsion, ils convoquent les jeunes sans leur dire pourquoi, à Gennevilliers, rue des Petits Marais par exemple, c'est un militaire qui parle arabe, il pose des questions aux voisins, etc... et c'est à partir de cela qu'il constitue le dossier. De toute façon, dès qu'on envisage une expulsion d'un immigré, il est expulsé, on apporte le maximum d'éléments en faveur de l'expulsion et de plus en plus l'expulsion a de moins en moins de liens directs avec le délit reproché.

S.F. : Que se passe-t-il lorsque l'expulsé arrive à Alger ? Est-il accueilli ? Quelles sont pour lui, s'il y en a, les conséquences de son expulsion ?

F.L. : L'expulsé n'arrive pas toujours à l'avion à Orly ou ailleurs avec escorte policière. Dans la plupart des cas, on notifie à l'intéressé la mesure pri-

se à son encontre et on lui donne huit jours pour s'y soumettre. A son arrivée à Alger, il est envoyé à la gendarmerie de Rouiba, où il est interrogé. On lui remet un titre de transport pour pouvoir regagner son village ou sa ville d'origine, où il est sensé retrouver des parents. Une seule restriction lui est imposée. Il ne peut plus obtenir de passeport et il est ainsi mis dans l'impossibilité de sortir du territoire algérien.

L'Algérie ne les laisse partir que s'ils présentent une annulation de l'arrêté d'expulsion. Seul moyen d'obtenir ce document : un recours gracieux devant le ministère. En ce qui nous concerne, nous suivons un dossier jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'annulation de l'expulsion. Nous essayons d'avoir le maximum d'informations sérieuses sur chaque dossier. Je suis allé jusqu'au ministère de l'Intérieur défendre les dossiers cas par cas. Des fois, on réussit, à l'heure actuelle, nous avons réussi 25 dossiers.

S.F. : Tu as été en relation avec de nombreux expulsés, tu as écrit un livre relatant ton expérience avec des jeunes immigrés de Nanterre. As-tu décelé des constantes dans le processus de l'expulsion ?

F.L. : La première constante, c'est le secret, ce qui me paraît particulièrement anti-démocratique. Les jeunes immigrés expulsés sont souvent des délinquants, il s'agit souvent de délits mineurs, voire insignifiants : petits vols, bagarres, recels, vandalismes en état d'ivresse... C'est une délinquance normale dans les quartiers d'immigrés, comme dans toutes les communautés où la pauvreté et la marginalité sont le lot quotidien. Il se passe parfois cinq ans entre la fin de la peine et l'expulsion. Dans tous les dossiers d'expulsion se trouvent essentiellement les rapports de la police, des rapports souvent obtenus par la violence. On ne met dans le dossier que ce qui est à charge contre l'immigré et la commission d'expulsion (composée pour la majorité de fonctionnaires du ministère de l'Intérieur) a donc à se prononcer sur une véritable caricature.

S.F. : Ces jeunes immigrés expulsés qui se retrouvent en exil en Algérie reviennent en France clandestinement. Comment s'y prennent-ils ?

F.L. : Il ne peut y avoir retour et réinsertion en Algérie

PENSEE DE LA SEMAINE

« Georges Marchais promet de créer 3,5 millions d'emplois. Comme il y a deux millions de chômeurs, il faudra faire entrer 1,5 million d'Arabes. Il aura du boulot pour les virer avec son bulldozer ».

Coluche



que si cette démarche a été volontairement adoptée et préparée. En 1978, un jeune a été expulsé de Lyon. Nous lui avons trouvé en peu de temps un logement et un travail. Pourtant, trois semaines plus tard, il était de retour sur les bords du Rhône. Clandestinement. Il n'a pu supporter la solitude. Le retour clandestin implique pourtant

beaucoup de risques. Certains passent par la Tunisie, d'autres choisissent le bateau, bien que le port d'Alger soit surveillé. Certains volent des papiers à des Français... Quand ils sont pris, ils font de la prison, mais ils s'obstinent et n'ont qu'une idée : retourner en France.

Propos recueillis par Mohamed Nemmiche

Lettre d'un expulsé en prison

Monsieur Larabi Hacène, un jeune Algérien de 25 ans, marié depuis septembre 1978 avec Danielle Locatelli de nationalité française. Ils ont deux enfants, Amédée, né le 22 mars 1978 à Echirrolles et Allen, né le 16 juin 1979 (les prénoms des enfants prouvent d'une façon évidente que les rapports de Monsieur Larabi avec les réalités algériennes sont vraiment très distendues).

Il se trouve expulsé en novembre 1979 par la Préfecture de Grenoble pour des faits mineurs, il a commis trois délits et a été condamné à des peines légères (maximum : neuf mois avec sursis). Il semble que ces délits ne soient pas le vrai motif de l'expulsion, Larabi souffrant de troubles psychiques évidents. Certes les experts psychiatres des tribunaux l'ont reconnu normal mais il y a des degrés entre l'irresponsabilité pénale et des troubles psychiques.

Sa femme l'avait rejoint et n'a pu rester, problème d'adaptation et de logement. De retour en France, elle demande le divorce ; mais conserve des contacts avec son mari et la famille de ce dernier. Actuellement, elle a interrompu la procédure et s'inquiète pour l'avenir de son mari. Elle s'est présentée à la commission d'expulsion pour demander qu'il puisse rester en France. Elle sait qu'il ne peut s'adapter en Algérie puisqu'il est revenu par deux

fois clandestinement en France, repris, il fait de la prison et est réexpulsé de nouveau vers l'Algérie et il zone (voir lettre de Larabi)...

« Je t'écris cette lettre pour te dire que je suis en prison à Oran. J'ai été condamné à six mois ferme pour vagabondage. J'ai fait appel au jugement. Mais je n'ai pas d'avocat. Alors je voudrais bien que tu me rendes le service d'avertir mes parents ainsi que ma femme, de téléphoner à Akila, numéro 09.51.78 à La Villeneuve de Grenoble ; actuellement, je suis comme un clochard en prison. Je n'ai ni vêtement, ni cigarette, ni quoi écrire, alors fais ton possible si tu peux venir me voir à Oran. Je t'en supplie, avertis ma famille... S.V.P. Fais très vite. Je n'ai pas de chance, je n'ai rien fait mais comme je n'avais pas d'argent, on m'a mis en prison.

« J'espère que ça va marcher pour l'expulsion ; écris-moi vite.

Hacène
qui souffre en t'écrivant
cette lettre...

Je compte sur toi, cher ami. J'espère que ça va pour toi ; je te passe quand même le bonjour, mais de prison... Mon adresse : Ecris n°4470 - Maison d'arrêt d'Oran, Oran, Algérie.

On reviendra dessus

Nantes, après Rachid et Nasser, trois autres maghrébins viennent de recevoir un arrêté d'expulsion, et autre passe devant la commission d'ici huit jours. Il s'agit de Norredine, d'Hamed et de Ali. Norredine pour un vol de 450 F (somme qu'il a rendue ultérieurement). Ahmed en France depuis 5 ans, travaille, cotise etc, expulsé pour ne pas avoir de titre de séjour. Ali pour avoir commis le vol d'une paire de bottes, qu'il a payée à la Direction d'une grande surface. En janvier 81, devenu majeur, Ali reçoit une convocation de la Commission d'expulsion. Par temps de crise et de chômage, on expulse.

A la veille du Congrès du P.S.D.

La Tunisie vit encore à l'heure des rumeurs et des contre-rumeurs. Changement industriel ? Changement d'orientation ? Tout se discute et se négocie. Mais il semble clair que le tournant se situe au niveau du Congrès du Parti Socialiste Destourien, qui se tiendra à Tunis en avril. Le congrès a été logiquement avancé avant le congrès de l'UGTT. A l'issue de ce congrès, on y verra plus clair sur l'état des rapports de forces dans le pays, entre d'une part, les tenants de la manière forte (autour de Sayah) et les partisans d'une démocratisation politique qui sont représentés par deux personnages importants : le premier ministre actuel M. Mzali et l'actuel ministre de l'information, M. Tahar Belkhodja.

L'un ou l'autre devra être le « gagnant ». Le Congrès le confirmera à moins que la rumeur attribuant au Président de la République, la possibilité de faire appel à son fils, comme ultime recours, surtout qu'il vient de l'« écarter » depuis plusieurs mois, comme s'il voulait le tenir en réserve de la république ...

Le Congrès de l'UGTT viendra arbitrer les deux tendances au sein de l'UGTT. La tendance Achour, où celle de ceux qui ont accepté le compromis avec le pouvoir.

Lundi 2 mars 1981, les artères de Tunis, jadis embouteillées systématiquement, sont devenues fluides et décongestionnées. Les citoyens arrivent mal à se familiariser avec cette image de la capitale sans bus.

Les grands véhicules jaunes de la Société Nationale des Transports (S.N.T.) qui étaient une partie inséparable du paysage tunisois ont disparu soudain : c'est que l'ensemble des chauffeurs et receveurs de la S.N.T. sont entrés en grève ce matin pour soutenir leurs revendications salariales. Au début, l'étincelle qui a mis le feu dans ce champ d'herbes sèches qui est le secteur des transports était une mesure administrative qui visait à amputer les salaires des ouvriers de l'équivalent de 50 francs par mois pour alimenter une mystérieuse caisse pour le logement des femmes divorcées. Mais les choses ont évolué rapidement pour centrer le mouvement autour d'une revendication principale : la révision du statut qui date de 1973 et qui n'a été obtenu qu'à la suite d'une grève sanglante le 3 mai 1973. C'est dire que la grève de ce mois n'est pas la première, en effet,

la S.N.T. a enregistré le nombre le plus élevé de grèves et la dernière en date était celle du 27 janvier 1980 qui a duré une journée et n'a pas été réprimée par la force parce que les brigades d'ordre public (B.O.P.) s'acheminaient vers la ville de Gafsa... Mais la grève de la semaine dernière était comme celle des cheminots, déclenchée deux jours après, la plus longue grève des grèves des employés et ouvriers de la S.N.T.

Durant les cinq jours de la grève, les ouvriers se sont rassemblés dans les deux grands dépôts de la capitale : Charguia et Bab Saadoun pour empêcher toute personne étrangère d'utiliser le matériel roulant et tenter de briser la grève. Le journal officiel « L'Action » fait état de « velléités de manifestations et de descentes dans la rue », mais les forces anti-émeutes (B.O.P.) qui encerclaient les deux dépôts sont intervenues et des accrochages ont eu lieu entre les deux parties. Cependant, la grève a surpris tout le monde par son organisation bien étudiée ce qui explique le fait qu'elle a été suivie à 100%. Le même journal « L'Action » décrit la situation dans la capitale pendant les jours de la grève

comme suit : « A travers les artères de Tunis, les taxis de fortune continuent à circuler. L'auto-stop est devenu un moyen de transport en commun fortement sollicité. Par ailleurs, l'on a enregistré la mise en circulation de plusieurs camions de l'Armée Nationale pour la desserte des principales lignes reliant la proche banlieue au centre de la ville ».

LES CHEMINOTS REJOignent LE MOUVEMENT

Mercredi 4 mars, tout le trafic ferroviaire de la capitale s'est arrêté. Le soir, les cheminots de Sousse et Sfax sont mis au courant des raisons de la grève et le lendemain, le mouvement se généralise. Les ouvriers et employés de la S.N.C.F.T. revendiquent l'octroi d'une prime de 10 dinars (120 FF) promise il y a un an. Les dirigeants syndicaux des deux grandes entreprises (S.N.T. et S.N.C.F.T.) « fraîchement » élus et anciens partisans de Habib Achour pendant et après les événements du 26 janvier 1978 et écartés depuis, ont tenté d'encourager le retour au travail.

La radio et les journaux ont diffusé un appel du Secrétaire Général de la Fédération Abd el Salam Jarrade qui vient juste d'être réélu après trois ans d'écartement à tous les ouvriers de la S.N.T. pour qu'ils reprennent le travail et placent leur confiance dans les structures syndicales pour mener les négociations avec la direction de l'entreprise. Mais comme à la S.N.C.F.T., les ouvriers exigent une note écrite du P.-D.G. pour annoncer la satisfaction immédiate de leur revendication principale au moins, avant le reprise du travail.

Jeudi, les deux grèves continuent et les cheminots tentent de manifester devant la gare de Tunis au centre-ville, mais les forces de la B.O.P. interviennent pour les disperser.

Vendredi, ils obtiennent gain de cause : une circulaire administrative annonce l'octroi de la prime des 10 dinars immédiatement et la révision du statut est fixée pour le 16 mars. A 13 heures, quelques trains commencent à circuler mais la reprise était partielle parce qu'une partie des ouvriers exigeait la satisfaction totale des revendications.



Une fois la reprise généralisée chez les cheminots, les ouvriers de S.N.T. se sont trouvés isolés et la manœuvre a réussi : quelques bus commencent à circuler l'après-midi et on assiste le lendemain (samedi) à une reprise lente mais qui allait en se généralisant non sans être marquée par des affrontements avec les B.O.P. surtout autour du dépôt de Bab Saadoun. Notons que des B.O.P. étaient présents dans les bus comme dans les trains le vendredi et samedi. Il faut rappeler que le Premier ministre Mzali a prononcé la veille (jeudi soir) un important discours télévisé où il a passé en revue la situation dans les lycées où la grève continuait surtout dans la capitale, et dans le domaine social pour promettre la révision des statuts et l'augmentation des salaires. Toutefois, Mzali a accusé trois forces d'être derrière ce mouvement de grève, ce sont : les partisans de la manière forte (ex : les collaborateurs de Mohamed Sayah), les partisans de Habib Achour (écarté dans la solution syndicale) et les « extrémistes » de l'opposition. Mais, en fait, le mouvement des grèves a été organisé par les ouvriers eux-mêmes d'une façon autonome, ce qui n'exclut pas les tentatives diverses d'exploiter ces luttes ouvrières dans les rivalités entre les factions au pouvoir qui se préparent pour le prochain congrès du parti unique.

Quoi qu'il en soit, ce qui est évident, c'est que la grève de la semaine dernière a mis au premier plan les revendications des classes déshéritées, ainsi la conseil des ministres s'est réuni trois fois la semaine dernière pour examiner les possibilités de réviser la grille des prix et une éventuelle augmentation des salaires.

Une réunion commune entre le gouvernement et les mem-

bres de la commission syndicale nationale (C.S.N.) actuelle direction syndicale, a abouti à l'adoption du principe de révision des statuts des grandes sociétés avant la tenue du congrès de l'U.G.T.T., ce qui était totalement exclu avant.

Sur le plan lycéen, le gouvernement a reconnu la nécessité d'étudier les moyens de résorber le chômage parmi les jeunes diplômés des sections techniques et industrielles et il a reconnu également le droit des élèves à une représentation démocratique dans la gestion des établissements scolaires, bien que la reprise ne soit pas encore totale.

Il faut cependant retenir de ces événements deux faits importants :

— La combativité d'une base syndicale qui a étonné par son radicalisme et qui n'a pas hésité à mettre en cause et à dépasser même une direction pourtant reconnue et qui avait déjà fait ses preuves en 1978-1979.

— Le gouvernement Mzali a été amené par la force des choses à élargir sa politique d'ouverture du domaine politique bien que les mesures prises dans ce sens demeurent timides, au domaine social et économique qui souffre de deux décennies de négligence et qui a été durement éprouvée pendant les dernières années de Nouria.

Ainsi, il se pourrait que paradoxalement cette épreuve pour le gouvernement aboutisse au renforcement de la « politique de dialogue » et à la consolidation de la position des partisans de « l'ouverture » dans les hautes instances du pouvoir face aux partisans de la dictature qui semblaient se préparer à un retour en force.

Correspondance de Tunis
Rachid Khechana

MARTINIQUE

Le P.P.M. décide de soutenir F. Mitterrand

Le Comité National du Parti Progressiste Martiniquais réuni le 14/3/81 a décidé, à 11 voix contre 10 de soutenir le candidat socialiste aux élections présidentielles. Ainsi la position du député-maire de Fort-de-France et président du P.P.M., A. Césaire, a prévalu sur le courant abstentionniste qui semblait bénéficier de l'adhésion de la base. Il s'agit d'une nouvelle victoire du vieux leader autonomiste vis-à-vis de sa minorité. Mais à quel prix ?

Le P.P.M. se coupe du reste du mouvement anti-colonialiste martiniquais dont toutes les composantes avaient jusque-là, y compris le P.C. martiniquais, pris position pour l'abstention. En revanche, la fréquentation des socialistes qui ne cache pas leur aversion pour tout changement fondamental du statut politique du pays risque de désorienter la base du

parti, peu habitué à de tels mots d'ordre. De plus, la question se pose de savoir si la minorité qui avait déjà mal digéré les conditions du dernier congrès (juillet 1981) ne va pas céder aux sirènes de la scission.

Enfin cette décision du P.P.M. fait le jeu du Mouvement Indépendantiste Martiniquais d'A. Marie-Jeanne qui espère mordre sur les troupes progressistes déçues et dans une moindre mesure, celui du P.C.M., qui n'en est que trop heureux de prouver aux masses sa radicalisation.

En tout état de cause, pour l'immédiat, F. Mitterrand bénéficiera de l'appareil électoral du P.P.M., ce qui est loin d'être négligeable au moment où chacun compte ses voix.

Neg Mawon

Plus qu'un syndicat : un mouvement populaire

Prélude à la visite que doit effectuer Lech Walesa en France du 22 au 29 mars, une délégation de « Solidarnosc » de

passage à Paris, à l'invitation du comité « Une imprimerie pour Solidarnosc » et du Collectif National de Liaison avec

« solidarité » s'est longuement expliquée sur la situation en Pologne.

Après quelques tracasseries de la part des autorités polonaises, Kristef Sliwinski, chargé des contacts avec l'étranger, Witold Kiliszky, ouvrier d'Ursus et Jerzy Mamontowicz, typographe, tous trois membres du syndicat libre « Solidarité » ont finalement pu entamer leur tournée d'information en France.

Pour faire comprendre au public français le rôle de premier plan joué aujourd'hui par « Solidarité » dans la vie politique et sociale de la Pologne, les différents orateurs fournirent de précieux éclaircissements.

Tous d'abord, le sympathique ouvrier électricien d'Ursus remplaça la naissance de « Solidarité » dans son contexte historique, c'est-à-dire le prolongement des combats des travailleurs. Pour lui, aucun doute, des événements de 56 à ceux de l'été dernier, un même fil conducteur mène à la lutte de la classe ouvrière polonaise pour son émancipation. A Ursus, le mouvement avait commencé en 1976 ; les ouvriers le payèrent par 500 licenciements. Trahis par le syndicat officiel, quatre ans plus tard, 85% des 17 000 ouvriers de la ville ont adhéré au syndicat « Solidarité » !

Ce fut ensuite au tour de Kristef Sliwinski (le « ministre des Affaires Etrangères » de « Solidarité », de s'atteler à la tâche difficile consistant à expliquer la nature et le rôle de « Solidarité » d'après les caractéristiques propres de la Pologne. Ce dernier s'en acquitta fort bien en choisissant notamment deux définitions : « Solidarité, c'est une nouvelle expérience pour une situation nouvelle », mais ne peut être réduit à un simple syndicat : « c'est

aussi un grand mouvement populaire et social qui compte 10 millions d'adhérents (N.D.L.R. : sur 35 millions d'habitants). Kristef Sliwinski indiqua que les deux traditions (chrétienne et socialiste) cohabitent dans le mouvement qui se veut laïque, mais récuse les critères de droite ou de gauche.

DEMOCRATIE A LA BASE

Pour Jerzy Mamontowicz, « ce sont les cercles d'entreprise qui détiennent le pouvoir » et non la direction du syndicat. C'est ainsi que la région de Varsovie compte 3000 cercles qui élisent leurs représentants au présidium de la région. Les dirigeants de « Solidarité » ont préféré un regroupement régional plutôt qu'un regroupement par branches professionnelles afin de créer — disent-ils — un rapport de forces qui lui soit favorable face aux autorités. « Ni fauteuils, ni tapis rouge, chacun peut venir nous exposer son problème » déclarera un des intervenants. D'ici deux mois les élections des délégués aux Unions régionales seront terminées, ce qui fait dire au chargé des relations extérieures de « Solidarité » pour la région de Varsovie : « pour la première fois depuis quarante ans, des élections libres ont lieu, c'est une grande fête populaire ».

NOUS NE CRAIGNONS PAS LES MENACES D'INTERVENTION SOVIETIQUE

Mais la tranquille assurance des dirigeants de « Solidarité » ne doit pas être prise pour de l'euphorie : sans écarter la possibilité d'une intervention soviétique, ils refusent que cette menace n'entrave leur action. « Les menaces qui pèsent sur notre pays de la part de la puissance soviétique ne nous concernent



pas, elles ne sauraient nous influencer ». Certains regretteront ce manque de fermeté, mais les donneurs de leçons peuvent-ils ignorer la marge de manœuvre réduite dont dispose « Solidarité », lorsqu'on mesure bien les risques encourus, on ne peut qu'approuver l'attitude prudente et diplomatique du syndicat libre. Les Polonais, forts de l'exemple tchécoslovaque savent qu'en cas de rupture du fragile équilibre, ils se retrouveront seuls face aux chars soviétiques et ceux des « pays-frères ». Ils ne se font pas plus d'illusions sur les changements effectués au sein de l'équipe gouvernementale. « Nous avons mis tout notre espoir dans Gomulka en 1956, mais cela n'a rien changé » affirme Sliwinski qui ajoute, réaliste : « Nous sommes peut-être les garants de l'avenir de notre pays ».

Franck Roussel

Collectif National de Liaison « solidarité avec Solidarité » : Permanences le lundi, 14 rue de Nanteuil, 75015 Paris, Tél. : 531.45.38.

Billet des « Apatrides »

« Ma nationalité est dans le cœur des autres. C'est mon unique passeport. »

M. Darwish

Nous reproduisons intégralement le billet paru dans « Algérien en Europe » du 13 au 26 mars 1981 ainsi qu'un commentaire d'un des nombreux « apatrides » qui collaborent à « Sans Frontière ».

Le billet de Si Lyes

SANS FRONTIERES ?

Ces Journalistes « Sans Frontière » éternels errants, à la recherche du sensationnel ne sont pas sans rappeler... l'autruche. Avec la tête sous le sable, il faut croire qu'ils ont un sixième sens très développé, pour le ridicule. Ayant choisi la politique de l'amalgame et des contrevérités pour nuire, la « correspondante » romancière au petit pied, s'attaque à notre Constitution dont l'article 39 serait « vacillant » et au « refoulement dans les aéroports » des Algériennes non accompagnées par un « mâle » de leur famille. Elle érafle au passage le Ministère de la Justice qui cache jalousement le projet de code de la famille.

Que voulez-vous ? On a la correspondante qu'on mérite. D'autant plus que la correspondante, si elle ne porte plus le voile de la pudeur critique notre Constitution, émanation de notre Charte Nationale.

Ce même article qu'elle cite est pourtant clair quant à la « discrimination fondée sur les préjugés de sexe, de race ou de métier » et à l'exploitation de l'individu. Et pourtant, une simple comparaison avec d'autres Constitutions (celle de la Suisse par exemple, où le vote des femmes est encore aléatoire dans certains Cantons) démontre que dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, l'Algérie peut se glorifier d'être à l'avant-garde. Mais pour des apatrides abreuvés d'illusions et de chimériques projets, sans foi ni loi, l'essentiel n'est-il pas de détruire ? Et comment attaquer cette Algérie si ce n'est par la femme.

La France durant notre lutte de libération a essayé cette arme le 13 mai. Elle a échoué, mais cette leçon n'aura pas servi aux apatrides avides de sensations et aliénés (es) à une civilisation qui nous est étrangère. Les Algériennes ont d'autres tâches et d'autres objectifs dans l'édification d'une Algérie libre de toute dépendance et de toute exploitation économique et socioculturelle.

S.L.

Il est parfois des « écrivail-lons », dont la cervelle s'avère aussi utile qu'une encyclopédie à une fourmie. Telle cette plume courtisane qui, sous le pseudonyme héroïquement anonyme de Si Lyes, se livre à des attaques sans consistance aucune contre *Sans Frontière*. En effet dans un billet « doux » paru dans un bi-mensuel « d'avant-garde », « *L'Algérien en Europe* » pour ne pas le nommer, Si Lyes taxe l'équipe de *Sans Frontière* de ramassis d'apatrides en quête de sensationnel. Ce qui n'est guère surprenant de la part d'un magazine qui n'a d'autre mission que de tresser des colliers de dithyrambes et dont l'incongruité n'a d'égal que la servilité. Si Lyes serait-il envieux de cette liberté d'expression (valeur rare et

non convertible en dinars) dont jouissent les journalistes de « *Sans Frontière* ». Il s'émue, le pauvre homme, des atteintes portées à la sacro-sainte constitution, enfant légitime(?) de la Charte Nationale et nous reproche « d'avoir rompu le silence fait autour de la situation des femmes en Algérie, pour lutter contre le monopole de l'information maintenue autour de l'avant-projet du Code de la Famille ». Ce dernier est jalousement caché par le ministre de la Justice et si Lyes ne le nie

d'ailleurs pas, gageons que sa « détention » sera prolongée. D'autre part, si Lyes ironise sur notre correspondante qu'il juge piètre : et pourquoi pas apatride même, si elle vit en Algérie et a témoigné d'une réalité concrète. Et il était de notre devoir d'informer de la manière la plus honnête nos lecteurs sur un sujet longtemps tabou et délibérément ignoré et qu'on cherche avec ardeur à enterrer dans des fausses nouvelles.

A lire votre prose, il se confirme en permanence que l'illusion de la communication, c'est la communication de l'illusion. C'est vous qui propagez les projets chimériques en refusant de dévoiler la face cachée d'un système qui, à l'instar de maints systèmes, n'est pas sans failles. Et ce ne sont pas vos comparaisons pour le moins puériles qui nous convaincront de la nécessité de taire les problèmes où qu'ils se posent ou d'embrasser des mains qu'on ne peut mordre. Cela dit, si Lyes, tout en essayant à chaque reprise de travestir la vérité, poursuivez sans vergogne vos activités de fabuliste dans votre usine à rêves ; à moins que vous n'ayez peur de perdre ce septième sens qu'est le sens de l'orientation. Saura-t-on jamais d'où vient le vent ?

Rabah « l'Apatride »

Amnesty International-France, tient son assemblée générale

La section française d'Amnesty International a tenu son assemblée générale les 14 et 15 mars 1981 à Toulouse. Mille délégués (représentant 24 000 adhérents répartis en 323 groupes) ont débattu de l'organisation interne et des orientations politiques dans cette période où « les droits de l'homme ne font plus recette » a souligné Jean-Marie Lambert, président du Bureau Exécutif. C'est pourquoi a-t-il souligné, « nous aurons sans doute besoin de plus d'audace, nous devons rester sourds à toutes les raisons d'état, à tous les intérêts particuliers, à toutes les idéologies, mais veiller à la rigueur et surtout à la qualité de notre information ».

En présence d'Eva Forest, militante espagnole arrêtée sous Franco, les

délégués ont adopté une résolution qui dénonce la politique actuelle du gouvernement français envers les réfugiés. Cette politique s'est traduite par :

« Certaines mesures de refoulement à la frontière faisant peser de graves menaces sur les demandeurs d'asile potentiels ;

Un nombre considérable d'accusés de rejets par l'Office Français de protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA) des demandes de statut de réfugié faisant apparaître une discrimination QUASI systématique à l'encontre des demandeurs d'asile provenant de pays particuliers (Afrique Noire, Haïti, Pakistan, Sri-Lanka).

Considérant que les demandeurs d'asile sont dans la plupart des cas

ressortissant de pays au sujet desquels Amnesty International a déjà exprimé de graves préoccupations (Angola, Éthiopie, Ghana, Zaïre, Haïti, Sri-Lanka).

En conséquence, A.I., demande :

« Le droit d'accès au territoire pour toute personne qui s'affirme menacée et demande l'asile politique.

Le droit pour tout demandeur d'asile à une étude approfondie et individuelle de son dossier, sans discrimination à priori.

Le droit pour tout demandeur d'asile de séjourner sur le territoire pendant la durée de la procédure d'examen de sa demande et pendant la durée du recours contre une décision éventuelle de rejet ».

Casseurs de pierres du Bangalore

Ils prennent en main leur vie

Nous avons rencontré Manoharan, venu en France à l'invitation du Comité Catholique contre la faim et pour le Développement (C.C.F.D.). Ce militant de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C.) participe depuis six ans à une expérience originale d'autogestion dans les carrières de pierres autour de Bangalore City, grande cité industrielle du sud de l'Inde. Il s'y posait un problème particulier du fait du statut des casseurs de pierres ou Harijans : ceux-ci étaient, selon l'ancienne législation indienne, des intouchables dont la situation d'esclavage était pratiquement héréditaire. L'Inde moderne a supprimé les castes et créé une législation du travail. Mais ces réformes n'avaient pas touché les Harijans, qui étaient restés à la merci des patrons des mines comme autrefois.



Sans Frontière : Dans le film « Les Casseurs de Pierres » (*), on voit des enfants en très bas âge qui travaillent aussi comme casseurs de pierres avec leurs parents ; peux-tu nous décrire les conditions de travail dans les carrières ?

Manoharan : Il y a dix ans environ, les casseurs de pierres des carrières situées aux environs de Bangalore City vivaient en situation d'esclavage. Sous un soleil de plomb, ils cassaient des pierres du matin au soir, sans la moindre liberté ou le moindre droit. Toute la famille, grands-parents, père, mère, enfants, devaient travailler pour essayer de gagner le minimum pour survivre. Ils travaillaient de 4 heures du matin à la tombée de la nuit ; les mères n'avaient pas le droit d'amener leurs enfants en bas âge à la carrière pour les allaiter, donc, les bébés pleuraient pendant de longues heures ou étaient consolés avec des biberons d'eau.

Les patrons des carrières utilisaient ces casseurs de pierres comme des esclaves, ayant le droit de les battre pour la moindre faute, et, même, de les brûler à la pointe d'une barre de fer portée au rouge.

S.F. : Comment se fait le recrutement des casseurs de pierres ?

Mano : La plupart des ouvriers des carrières sont des migrants, venant de toutes les ré-

gions de l'Inde, attirés par l'éclosion industrielle de la province de Bangalore. On connaît même des cas où des patrons ont envoyé des ouvriers recruter d'autres gens dans leurs provinces d'origine, leur promettant salaire et habitation.

Mais, même en travaillant sept jours sur sept, les salaires restaient des salaires de misère, et, de plus, à leur arrivée à la carrière, les patrons faisaient signer des contrats à ces gens, qui ne savaient ni lire ni écrire ; sans s'en rendre compte, ils s'engageaient pour des sommes immenses, dont ils n'étaient jamais quittes.

S.F. : Expliquez-nous ce qu'est cette carrière et à quoi sert le granit extrait de ces mines ?

Mano : Le granit que l'on extrait sert à la construction des grands immeubles de la ville de Bangalore. Bangalore est la capitale d'un département très industrialisé et les hommes d'affaires ont besoin du granit pour construire les immeubles et les usines.

S.F. : Comment avez-vous découvert ce monde de casseurs de pierres ?

Mano : Depuis longtemps, les militants de la J.O.C. (Jeunesse Ouvrière Catholique) s'intéressaient au sort des ouvriers les plus démunis, les moins organisés. Nous organisons des séances de forma-

tion, des séminaires de discussion, etc.

Un jour, deux ouvriers des carrières sont venus, parce que je les avais rencontrés un peu par hasard un jour, et leur en avait parlé.

C'est comme ça que nous avons commencé à travailler avec les casseurs de pierres. D'abord, nous avons concentré notre travail sur une carrière. Au début, il n'y a pas eu de réponse, les gens étaient tellement apathiques, résignés, ou plutôt ils avaient toujours connu une situation d'oppression telle qu'ils ne savaient même pas qu'on a le droit de vivre autrement.

S.F. : Comment avez-vous réagi ? Et quel a été votre rôle ?

Mano : Nous n'avons fait qu'un travail de conscientisation sur les conditions de vie des casseurs de pierres. Nous disons aux gens qu'ils peuvent vivre autrement, qu'ils ont le droit de changer leur situation d'oppression. Nous les aidons à devenir responsables. C'est plutôt les gens, une fois conscientisés, qui prennent en main leurs vies, qui construisent des maisons, des dispensaires, etc.

Moi, personnellement, j'ai démissionné de mon poste de mécanicien auprès des chemins de fer et suis devenu permanent de la J.O.C. auprès des casseurs de pierre. Ma famille et mes camarades m'ont soutenu et aidé matériellement pour pouvoir assumer cette tâche.

S.F. : J'ai entendu dire que quatre de ces quinze carrières dont vous nous avez parlé appartiennent maintenant aux ouvriers.

Mano : Après deux ans de travail auprès des ouvriers d'une carrière, nous avons réussi à constituer un petit groupe des militants, qui n'avaient plus peur et qui commençaient à comprendre qu'il y avait un moyen de se sortir de cet esclavage. Nous avons appris que les patrons de quatre carrières n'avaient jamais réglé leurs contributions à l'Etat, c'est-à-dire, payer les impôts, les taxes, etc. Donc, avec l'aide de la J.O.C., nous avons formé un comité qui s'est rendu au Palais des Impôts pour parler avec les autorités. C'était bien vrai et nous avons rédigé une pétition demandant la concession de la carrière pour nous. En effet, on n'est pas patron-propiétaire, puisque les carrières sont des monopoles d'Etat, mais l'Etat donne des concessions. Les casseurs de pierre n'avaient pas d'argent pour rembourser les dettes, ils ont vendu leurs dots, les bijoux des femmes etc, tout ce qu'ils ont pu, pour louer les carrières à l'Etat.

Bien sûr, il y a eu des représailles de la part des patrons expulsés, mais on a su tenir bon.

S.F. : Que sont devenues les quatre carrières dans lesquelles vous avez travaillé ?

Mano : Ces quatre carrières sont maintenant des coopératives autogérées, avec un comité de gestion composé des mêmes casseurs de pierres. On fait des

réunions entre les casseurs de pierres des quatre carrières, on invite des ouvriers des autres carrières, nous avons réussi à lever des problèmes des casseurs de pierres, mais aussi des problèmes comme le chômage, le logement, les écoles, etc.

Par exemple, maintenant, les casseurs de pierre se sont arrangés avec des ouvriers des usines des alentours de Bangalore pour qu'ils viennent le soir faire des cours aux enfants, leur apprendre à lire et à écrire.

S.F. : Quelles sont les conditions de vie des familles ?

Mano : Jusqu'à maintenant, les casseurs de pierres habitaient dans des huttes au sol en terre battue. Les demeures sont si basses qu'il est impossible de tenir debout dans une hutte. Cela, par exemple, est en train de changer. Les casseurs de pierres ont obtenu des terrains du gouvernement et avec l'aide du C.C.F.D. (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) ont acheté du bois et des briques et sont en train de bâtir des maisons.

S.F. : Quels sont les rapports avec les syndicats et les partis politiques ?

Mano : Les dirigeants des partis politiques ou des syndicats (et il y en a à Bangalore) ne s'intéressent pas au sort des casseurs de pierres harijans. Ceux-ci sont tellement pauvres, illettrés, qu'il n'y a pas de dialogue possible. Les casseurs de pierre ne sont pas candidats pour aller remplir les poches des syndicats ou devenir membres des partis politiques. Ils sont encore très loin de tout cela et en même temps, ils ont déjà acquis une conscience différente, qui leur a permis de fonder un syndicat des casseurs de pierre, autonome, vraiment intéressé par le sort des ouvriers et non par celui des politiciens.

S.F. : Comment ont-ils pu parvenir à former un syndicat ?

Mano : La vie des casseurs de pierre a totalement changé avec



la concession des carrières. Ils se sont unis, ils ont maintenant de quoi vivre, ils gèrent leurs carrières et le syndicat est le symbole de l'union de ces ouvriers, de ces hommes et de ces femmes qui se sont rendus compte que, unis, ils pouvaient faire face à l'oppression, aux injustices et aller au gouvernement demander leur dû.

S.F. : Être chrétien en Inde, cela ne vous pose-t-il pas de difficultés ?

Mano : Les chrétiens sont une minorité en Inde, l'hindouisme est la religion majoritaire. Mais les chrétiens ont toujours eu beaucoup d'organisation pour aider les pauvres, les ouvriers.

Mes parents aussi sont chrétiens. Les problèmes que je rencontre, c'est surtout avec les prêtres.

S.F. : Comment cela ?

Mano : Dans ma région, le Bangalore, on parle le Kerala, qui est la langue régionale officielle. Mais le langage populaire est le Tamil, et les prêtres interdisent au peuple de célébrer en Tamil. Tout cela nous pose des problèmes.

Porpos recueillis par
Mustapha M.
et Margarita Terra

* Reportage réalisé par Claude Sauvageot et Marie-Ange Douzé
Pour obtenir le film : s'adresser aux différents comités diocèse

La solidarité des êtres humains se fonde dans le mouvement de la révolte

Depuis le 2 février, les prisonniers de la Fraction Armée Rouge, mènent une grève de la faim collective. Avec eux d'autres prisonniers politiques et sociaux. Ils sont ensemble environ 200 prisonniers à avoir déclenché cette lutte.

Sous la direction du BKA d'Allemagne Fédérale, la presse dans nos pays entretient le black-out total sur cette lutte.

Dans leur déclaration, les prisonniers de la fra expliquent : « Nous, dans cette situation : isolés depuis des années les uns des autres, isolés de tout processus politique collectif et du monde extérieur, sommes résolus à rompre cette situation en utilisant notre seul moyen effectif : la grève de la faim illimitée et collective, et à lutter pour les conditions dans lesquelles nous pourrions mener un processus de recherche et de travail collectifs afin de survivre en tant qu'êtres humains. Cela signifie :

- Un traitement pour ces prisonniers correspondant aux garanties minimales de la Convention de Genève sur les prisonniers de guerre, c'est à dire : le regroupement dans des conditions où l'interaction serait possible, c'est à dire en groupes d'au moins 15 prisonniers politiques. Cela exclut ces perfectionnements électroniques qui permettent de contrôler acoustiquement et optiquement la communication dans les unités d'isolement où tout est conditionné : le son, l'air et la lumière. Et cela implique le contrôle et la surveillance des conditions de détention par une commission internationale.

- La libération de Günther Sonnenberg, parce que son maintien en détention exclut son rétablissement après sa blessure à la tête... Pour obtenir intégralement la déclaration des grévistes, écrire : Alain Thévenet, C/O la Boulangerie, 67 rue de Bagneux - 92120 Montrouge.

Cinéma 1981 ...Berlin ...

« La Mémoire fertile »

Dans le cadre du 31^{ème} Festival du cinéma de Berlin (*Sans Frontière* No 15 du 14 mars), nous avons rencontré le réalisateur Michel Khleifi et son frère qui est son assistant-réalisateur avec le producteur Georges K. qui ont bien voulu répondre aux questions de *Sans Frontière*.

Sans Frontière : Que signifie pour vous-même votre titre « La Mémoire Fertile » ?

Réponse : Toute image, tout passé est mémoire. Ainsi les traditions. La musique du film souligne cette mémoire, ce sont des chansons folkloriques et de vieux airs de la Palestine. La mémoire fertile est la mémoire vivante. La fertilité rappelle la

terre, c'est ce qui rapporte l'avenir, l'espoir, la joie, l'histoire.

S.F. : « La Mémoire Fertile » est ton premier long-métrage après plusieurs reportages. Pourquoi un film sur la femme ?

R. : Nous voulions faire un film sur l'oppression que subit un Palestinien, mais nous ne voulions pas faire un pamphlet propagandiste sur la question palestinienne et les territoires occupés par Israël. Dans tous les rapports d'oppressions, nous avons donc choisi la femme, car elle nous semble la plus opprimée et nous voulions sensibiliser les spectateurs arabes et autres au fait

qu'elle joue un rôle essentiel dans l'histoire. Le fait de construire notre film à partir des deux femmes, de faire surgir par elles la condition de la femme palestinienne sous l'occupation, nous permettait de poser la question d'une façon humaine. C'est-à-dire de rendre compte des contradictions que chacune d'elles portent en elle comme chacun de nous. On ne peut pas porter un jugement de valeur ni sur l'une ni sur l'autre, mais selon son propre vécu, le spectateur se sentira plus proche de l'ouvrière/paysanne ou de l'intellectuelle.

S.F. : Qui sont les deux femmes, est-ce qu'elles sont issues du même milieu, et les connaissez-vous avant ?

R. : Farah Hatoum est une



Michel Khleifi, réalisateur palestinien du film « Mémoire fertile »

tante à nous. Elle raconte son histoire dans le film : elle a à peu près 50 ans, est veuve et vit à Nazareth en Galilée. Son histoire se confond avec celle de son peuple : son mari étant mort en exil à Beyrouth en 1948, elle a dû lutter de toutes ses forces pour élever dignement ses deux enfants, avec l'espoir de récupérer un jour son lopin de terre dont elle fut expropriée dès 1948 par le pouvoir israélien. Elle sort donc d'un milieu paysan, a travaillé comme ouvrière à l'usine et servante dans un couvent. Nous avons contacté Sahar Khalifeh, sans la connaître, parce que, avec les trois romans qu'elle a écrit, elle est un peu le porte-parole de la jeune génération palestinienne sous l'occupation. Sahar Khalifeh ne fait pas partie du même milieu que Farah Hatoum. Elle sort d'un milieu moyen, donc bourgeois, si tu veux, ce qui se comprend quand tu vois sa maison natale dans le film.

S.F. : Le fait de tourner avec quelqu'un de la famille, ça a facilité le travail ?

R. : Oui, mais ce n'est pas tout. Il nous fallait gagner la confiance des gens, de ces femmes en particulier, il fallait rendre crédibles notre projet et nous-mêmes. Ces gens-là, c'est-à-dire le peuple palestinien, dont nous faisons partie, ont une capacité de création inouïe qui venait se joindre à nos efforts. Par exemple, Farah Hatoum, qui a l'espoir inébranlable de regagner la terre de ses ancêtres, nous a offert son histoire à elle pour le film. Ce n'est pas du tout une histoire unique, mais ce n'est pas la nôtre : on n'a pas directement pris notre terre à nous, on n'a pas pris de terre à Sahar Khalifeh.

S.F. : Le film est d'une sensibilité et d'une vérité étonnantes en ce qui concerne la femme et sa condition, qui m'étonne de la part d'un homme, de la part d'un équipe d'hommes. A quel niveau avais-tu préparé le film auparavant, aussi en ce qui concerne le « comment » filmer ?

R. : J'avais beaucoup préparé le film, mais le tournage a dépassé ce qu'il m'était possible de préparer, et m'a dépassé, moi aussi. Je voulais faire un film pour la femme, pour les femmes, et non pas sur la femme. Le film était ainsi pour nous quelque chose comme un

accouchement. Nous étions très attentifs à elles, et essayions de doubler leurs paroles avec nos images. On a essayé de retenir l'histoire et l'environnement des deux femmes de notre film dans les images. Ce sont deux femmes très différentes, donc il y avait une autre esthétique d'image, une autre durée, un autre rythme qu'elles imposaient, l'une ou l'autre. L'une est une intellectuelle, elle maintient le discours elle savait très précisément ce qu'elle voulait de nous. L'autre ne tenait pas de discours, tendait vers l'irrationnel, et il fallait lire ses paroles dans les silences et les gestes. Nous voulions montrer la femme aussi dans son isolement. Nous avons essayé de couvrir cet espace féminin, d'où dérive son quotidien, où se passent ses luttes. Les hommes qui ont travaillé avec nous, et nous-mêmes, avons essayé de nous intégrer dans cet espace. Le prêtre à qui s'adresse la vieille femme, est presque un travesti, la première fois que nous l'avons rencontré, il se faisait engueuler par sa mère.

S.F. : Vers la fin, il y a un insert en noir et blanc : des images d'une manifestation violente à Ramallah ; là, on ne voit pratiquement pas de femmes. N'est-ce pas leur espace ?

R. : Evidemment, cet insert fait un hors-champ par rapport à l'espace mis en images avant et après. Mais c'est comme une référence envers une réalité militante à laquelle et pour laquelle les femmes ne sont pas indifférentes. C'est là aussi que la lutte de la femme se lie à la lutte palestinienne, à toute lutte, et le thème de l'oppression se réfère à sa totalité. Mais ce militantisme sur les images n'était pas notre sujet. Le peuple existe avant et sans l'O.L.P., mais l'O.L.P. n'existe pas sans le peuple. On peut théoriser après ce film, mais pas avant.

S.F. : Le Festival de Berlin vous a fait avancer ?

R. : Non, j'en sors avec un certain sentiment de frustration. Ici, on est comme un tout petit poisson dans une mer de... d'éléphants. Quelqu'un a résumé la situation en disant : quand vous ferez un nouveau film, envoyez-moi le dossier et quelques photos, voici ma carte.

Propos recueillis par Barbara Caspari

La femme - la terre - la lutte



Farah Hatoum - dans la scène du film Mémoire fertile.

Le film palestinien de Michel Khleifi est une véritable plongée dans l'âme palestinienne.

« La Mémoire Fertile » découvre à travers les portraits de deux femmes la réalité quotidienne et l'histoire de la Palestine. Cette découverte se fait avec tant de sensibilité, d'intensité et de justesse que la vérité transmise par ces deux femmes, Farah Hatoum et Sahar Khalifeh fait disparaître toutes les vérités qu'on a pu voir à ce jour dans les diverses œuvres militantes, qui se referment souvent dans le discours manichéiste et démagogique de la propagande.

On sent la terre dès les premiers plans ; la terre, noyau de la question palestinienne : Farah Hatoum, environ la cinquantaine, travaille comme servante dans un couvent puis comme ouvrière à l'usine de textile. Elle doit lutter, pour élever ses enfants après qu'en 1948, son mari ait été tué, et que la terre qu'elle tenait de ses ancêtres ait été occupée par Israël. Dans sa vie quotidienne entre Nazareth et la campagne de Galilée, elle représente, avec

sa personnalité pondérée et grave, l'incarnation même d'une Palestine ancestrale qui ne pourra être vaincue aussi longtemps que le peuple existe. Irréfutablement, elle revendique son droit à la terre de ses ancêtres. Et quand son fils lui apprend que même l'O.N.U. n'est pas arrivé à la reprendre, elle réplique sans hésiter : Dieu nous aidera. La caméra semble filmer directement à partir du cœur de Farah, tant elle décrit sa vie avec sensibilité : quand elle prépare la cuisine avec les autres femmes, quand elle vit les conflits avec ses enfants, quand elle assiste à un enterrement ou quand elle lave la laine, ou encore quand elle pleure silencieusement en berçant un enfant avec une vieille chanson de son peuple. Les plans et le rythme expriment une méditation douloureuse, les mouvements dans les cadres sont lents mais précis. A l'intérieur du documentaire s'installe la fiction évoquée par l'histoire de Farah, et les images racontent la résistance inlassable et inébranlable de cette femme. Un autre composant de la réalité

palestinienne est donnée par Sahar Khalifeh, une écrivain d'à peu près 36 ans, qui vit à Ramallah dans la Cisjordanie occupée. Elle y travaille à l'unique université de Palestine. Elle s'est mariée à 18 ans, a divorcé 13 ans plus tard et a dû se battre pour garder ses deux filles. Ses réflexions pertinentes témoignent d'un regard critique d'une rare lucidité sur la réalité palestinienne sous l'occupation et sur la condition de la femme dans la société arabe. Chez elle, qui tient le discours intellectuel, les paroles sont empreintes de la même douleur sourde que nous percevons dans les silences de Farah. Elle parle de sa solitude, et de son isolement dans la lutte. Une lutte qui se traduit par les mille gestes d'une journée. Dès le début, elle dit : Ma vie est simple, pour trouver une militante, cherchez ailleurs ! A la face, confrontée aux auditeurs masculins, Sahar fait face à eux comme elle fait face aux mille regards posés sur elle dans la ville (Naplouse, où elle a vécu longtemps). Ce sont encore ses paroles à elle qui dirigent la caméra qui pénètre dans sa vie. Sa voix est directe, comme toutes les voix dans le film ; aucun commentaire off ne fait allusion dans cet espace des femmes qui sont rapprochées entre elles par le montage. Par-delà la parole, ce sont les gestes, les déplacements physiques, les regards et le silence qui expriment cette résistance extrême et permanente des femmes, et dont est animé leur espace.

Michel Khleifi a réussi un véritable événement, aussi bien sur le plan esthétique que sur le plan politique. Le film se termine sur les mots de Sahar Khalifeh : Aussi longtemps que la femme continue à se définir par rapport à son extérieur, elle ne pourra pas puiser dans son intérieur.

B.C.

Notre musique est partie, elle nous revient et nous l'achetons ...

12 jours après Fela, Manu Dibango sera à l'Hippodrome le 22, histoire de déranger vos reins avec ses makossas.

Il y a deux semaines, il nous a accordé cette interview chez lui, au moment où se couche le soleil sur fond de « Baobab Sunset ». Dimanche soir, il était à l'hippodrome, voir son copain Fela jouer. Histoire de prendre la température. A suivre

SF : Le makossa vous a fait connaître par un morceau au niveau de la scène internationale, « soul Makossa » ; mais ce n'est pas pour autant que les gens savent ce qu'est le « makossa ». Pouvez-vous nous le définir ?

Manu Dibango : Le Makossa, au départ, est une danse de la côte Douala, qui symbolise un peu la joie de vivre. Si tu veux, c'est notre « blues ». Tu sais bien que dans le « blues », il y a les joies, les peines. Dans le makossa, on raconte les histoires de quartier sur un rythme dansant, ce qui fait que le message passe si message il y a. C'est devenu le porte drapeau de la musique camerounaise, parce que tout le monde en parle : aux USA, au Japon, etc... C'est parti comme un jeu, mais il y a longtemps que le makossa existe : des gens comme les Lobé-Lobé, Lobé-Rameau, du temps de ma jeunesse, en jouaient. Nous, nous n'avons fait qu'être les révélateurs actuels du courant.

SF : « Soul Makossa » a été très critiqué par les musiciens africains, surtout camerounais en disant que c'était facile. Maintenant, les jeunes musiciens camerounais retournent au makossa.

MD : Je l'avais appelé « soul makossa » parce que c'était ma propre vision du makossa. Maintenant, si tu vois tous les courants, chacun a son makossa. Finalement, l'essentiel dans cette histoire, ce n'est pas une querelle de personne comme ils voudraient le faire croire, c'est une querelle de la recherche d'identité. Il est clair que maintenant, au Cameroun, comme ailleurs, le makossa a passé la rampe.

SF : En chantant systématiquement en Douala, tu as réussi à démontrer que les seules langues internationales dans la musique ne sont pas que l'anglais, l'espagnol ou le français : c'est quand même important.

MD : Bien sûr, c'est important. Je crois que maintenant, la nouvelle génération commence à réaliser. On peu aimer ou non ce que je fais - là n'est pas la discussion - l'important est ce qui reste : il reste que c'est plus de 20 ans de travail.

Il ne s'agit pas de faire un tube aujourd'hui et demain, d'être oublié. Il s'agit de faire une carrière : dans la mesure où on a plus de 20 ans de carrière derrière soi, cela suppose quand même un certain nombre d'expériences. Et quand on a une carrière qui est reconnue en fait par le monde entier, je ne veux pas dire que qualitativement, c'est O.K. Mais au moins, il y a quelque chose là dedans.

SF : Dans tes disques, il y a toujours l'usage du Douala.

MD : Mais parce que c'est ma langue maternelle et que je me sens à l'aise quand je parle, je n'en ai pas honte : je vois même que c'est une belle langue. Tu sais quand j'étais gosse, j'achetais instinctivement les disques d'Armstrong. J'avoue qu'à l'époque, je ne comprenais pas un traitre mot d'anglais, mais je les achetais pour leur climat, sans compter le timbre de sa voix. J'ai été au contact du jazz assez vite en arrivant en Europe, car le jazz était alors en vogue, et il n'y avait pas de musiciens africains devant moi comme image. Donc, les seules images que j'avais étaient des images de noirs américains. Instinctivement, je me suis senti proche d'eux. Alors, j'achetais leur disques, sans comprendre les paroles, rien que parce que la musicalité qui émanait de leurs oeuvres, faisait que je m'en sentais proche. Je pense que quelque soit la langue, si vous chantez sincèrement, le public le ressent.

SF : Dans les différents genres musicaux que tu as abordé, tu as apporté une touche bien de chez nous, prouvant en quelque sorte, que le makossa ce n'est pas simplement du folklore. Pourquoi les musiques francophones ne percent pas le marché international dominé par les musiques anglophones ?

MD : D'abord l'anglais est plus parlé dans le monde et qu'en suite le sens commercial des anglophones est plus poussé. Sans compter que beaucoup de gens ne se sont pas donné la peine d'approfondir leur musique et se contentaient de rester dans le folklore. Tous les pays du monde ont leur folklore. On connaît très peu le folklore français, belge ou anglais. On connaît la musique moderne belge, anglaise, etc. parce qu'il y a eu des gens qui ont débordé le cadre du folklore. Dans notre cas, il y a très peu de musiciens qui ont débordé le cadre folklorique, c'est à dire très peu qui ont fait des gammes. Il faut quand même apprendre. Et je vais te dire une chose, les gens s'imaginent que tous les africains sont musiciens : ce n'est pas vrai. Il y a une caste musiciens comme partout et les gens jouent de la musique dans la brousse, ils apprennent : ce n'est pas tout le monde qui joue : il y a des potiers, des cultivateurs, etc... des musiciens qui répètent. Les gens des villes, au début des indépendances, croyaient fatalement, parce qu'ils étaient africains, ils avaient le rythme dans le sang, donc que n'importe qui peut faire n'importe quoi. C'est simplement 20 ans après qu'on commence à se rendre compte

qu'effectivement, en travaillant on peut réussir et arriver à intéresser un maximum de gens. Le problème n'est pas d'intéresser votre ethnie seulement.

SF : Mais dans tout les genres que tu as abordé, c'était par recherche d'identité ?

MD : Je n'ai jamais recherché mon identité. Je ne l'ai jamais perdue pourquoi rechercher ce que j'ai naturellement. Je suis fier d'être africain, d'être camerounais. Il n'y a pas de honte à cela. Je ne cherche pas après mes racines : je les connais. Et je sais que j'appartiens à ce siècle, et si je suis intelligent, je vis avec mon siècle. Le tout est de savoir si je peux vivre dans mon siècle avec ses composantes. Donc, je ne vais pas me cloisonner sous prétexte que je suis camerounais, Douala ou Yabassi, et rester dans un coin et faire ça parce que c'est ça qui plaît.

SF : Dans tous les genres où tu t'es essayé, j'ai l'impression que le reggae a eu le plus d'importance.

MD : C'est une impression personnelle. J'ai appris la polyphonie à l'église et l'harmonie à la chorale protestante de Tonton Ndourabe Eyango. En général, quand on est musicien, on le sait très tôt. Toutes les musiques me touchent, je n'aime pas spécialement une musique plus qu'une autre j'aime la bonne musique. Je me sens naturellement attiré par le jazz, parce que j'ai la conviction que c'est la musique du siècle parce que cette musique, partie de l'Afrique, est à la base de beaucoup de courants musicaux. Elle personnifie le monde tel qu'il devrait être : une espèce de fusion d'hommes. Tout le monde en joue ; et pourquoi pas un jazz africain ? C'est le langage du siècle et le noir un est pour quelque chose. En tant que noir, j'ai quelque chose à dire aussi. C'est une musique que j'ai toujours aimée parce qu'il a une dynamique, une façon de vivre une construction qui me plaît et me permet de comprendre très facilement les autres formes de musiques, de les adopter, de les adapter, de m'en servir comme couleurs.

SF : Parce que la structure est plus complexe ...

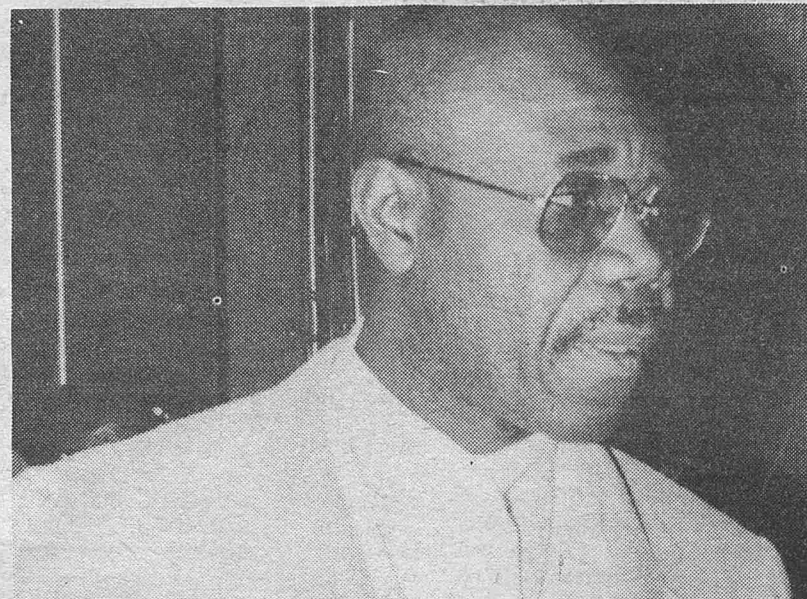
MD : Ah oui, c'est plus intéressant : dans le jazz, tu as l'harmonie, la mélodie, le rythme.

SF : Et l'improvisation.

MD : OUI, l'improvisation, cette façon imprévisible de vivre où on ne fait pas deux fois la même chose, se ressent dans notre musique. C'est cette libération du carcan occidental que le noir a apporté dans la musique.

SF : Comment se fait-il que tu n'aies pas fait du jazz-rock ?

MD : J'en ai fait. Je me sers du jazz comme je me sers des structures classiques, ça dépend de mes états d'âmes. Si tu écoutes bien mes morceaux d'il y a 10 ans, je jouais du soprano dans « New Bell »,



« Dangua », « Oboso », c'est quand même une forme de jazz africain assez rock.

Je crois qu'ayant fait du jazz, une musique toujours jeune, cela conserve un esprit jeune et dynamique. L'esprit est toujours en éveil pour capter les vibrations, c'est la meilleure école.

Je fais de la musique en général, les formes m'intéressent peu parce que pour moi, les formes sont des couleurs. Je pense que la musique est comme la peinture. C'est à dire on se sert d'un rythme reggae ou rock comme couleur dans ton langage. L'essentiel est de garder son originalité, sa personnalité.

SF : Donc d'avoir un sound personnel et le peaufiner.

MD : Ah oui, on ne joue qu'un seul morceau dans sa vie qu'on ne fait que polir.

SF : Tes rapports avec la musique anglophone.

MD : Je vais souvent jouer à Lagos où j'ai de bons contacts. Je me sens plus proche d'eux, peut-être parce que je trouve qu'il y a plus d'imagination dans leur structure et que le langage qui émane de leur vécu m'intéresse plus.

SF : Maintenant que tu es au sommet

MD : C'est toi qui le dis : je suis toujours étudiant.

SF : Oui, la vie est un perpétuel apprentissage. On dirait que tu veux promouvoir la nouvelle vague makossa.

MD : Etant une référence, je pense que je me dois d'écouter cette jeunesse, de promouvoir ceux que je pense avoir du talent. C'est pour cela que j'ai créé un label « Afrovision » où j'enregistre les noirs de la diaspora pour qu'il y ait une interconnaissance visant à imposer notre point de vue.

SF : Pourquoi « Afrovision » ?

MD : C'est le titre d'un disque que j'ai fait en 77.

MD : Ce mot définit ma vision de notre monde musical, dans la diaspora noire. Donc, on dépasse le cadre africain pour s'étendre au monde noir. D'où le terme d'Afro : c'est à dire là où il y a eu le Noir, je suis curieux de voir

comment il y a évolué. Si demain j'ai à jouer de la samba, j'irai au Brésil là où elle est née. Ma démarche musicale à ce niveau est la réciprocité des échanges, des connaissances et des cultures.

SF : C'est un peu une démarche de musicologue ?

MD : Non, je n'ai pas cette prétention. C'est plutôt le domaine de Francis Bebey qui y excelle. Moi, je suis un musicien mélomane.

SF : Sur le plan musical, actuellement, il y a surtout pas mal de redites.

MD : Il y a ds redites. Mais je pense qu'en Afrique, se crée actuellement des nouveaux courants. Nous n'avons pas eu le temps de faire des redites, car nous avons à nous découvrir, et à découvrir les autres d'abord. Nous apportons par ce mélange, une vitalité aux autres qui tournent en rond. Il y a encore beaucoup à faire en musique, et on attend beaucoup de notre continent. Je suis de ceux qui croient à cette attente.

SF : De plus en plus de musiciens se trouvent en mal d'imagination se tournent vers l'Afrique, pour une nouvelle solution musicale.

MD : Ils sont obligés, parce qu'ils ont besoin d'autres couleurs tout comme ils viennent chercher le pétrole chez nous : le monde est focalisé sur l'Afrique actuellement. A nous de saisir la balle au bond et de structurer tout cela. Nos ancêtres nous ont laissé un patrimoine dont nous ne sommes pas encore à même de recueillir les fruits. Notre musique est partie, elle nous revient, nous l'achetons. Nous avons un maximum chez nous dont nous devons prendre conscience.

SF : Donc, la nouvelle génération doit prendre conscience qu'elle peut, qu'elle doit apporter une nouvelle solution sur le plan musical.

MD : Je le pense, parce que dans ceux que j'écoute en ce moment, les Dina Bell, Bill Loko, Toto Guillaume, Michot Dinh, les Dou Kaya, je pense qu'il y a un nouveau courant. Ils ont conscience d'aborder les problèmes autrement. Il me semble que dans tout cela, naître quelque chose de positif à un moment donné.

Le Blackism c'est le Black power allié au Panafricanisme

SF : Que penses-tu de la musique noire américaine ?

FK : Le soit-disant jazz a été ma source d'inspiration principale. Quand j'étais étudiant à Londres, j'écoutais beaucoup de musique noire, mais j'étais totalement ignorant sur l'histoire de la culture noire. A l'époque, je jouais du jazz parce que c'était beau. Puis, je suis rentré à Lagos, et j'ai trouvé des mecs qui jouaient des trucs dingues, et ça m'a rendu plus exigeant par rapport à la musique américaine. Quand j'étais aux USA, je ne pouvais pas supporter la « soul Music », Tamla Motown Sound, philly sound, etc... Le seul sound que je supportais, était celui de James Brown, surtout un morceau appelé « There was a time » : les gens ne savaient pas ce qu'ils écoutaient, et James Brown lui-même ne savait pas ce qu'il jouait ; parce que s'il l'avait su, il aurait commencé à se poser des questions, mais il ne l'a pas fait parce qu'il ne savait pas : c'était un rythme africain ! C'est à ce moment que je me suis juré de ne jouer que du « Heavy African Rythm ».

Pourquoi je n'ai pas aimé cette musique ? C'est parce qu'elle n'avait pas de fond. Les jazz men ont compris le sens du beau alors que dans la Soul, c'est le buisness : tu ne peux rien en retenir parce que l'esprit a été détourné. Alors que dans le jazz, tout est clair, plus beau. Pourtant, le rythme de la music Soul était vraiment extra, mais le fond était trop pauvre.

SF : Quels sont les musiciens qui t'ont marqué à cette époque.

Suite de la page 12

SF : Nous, notre apport, par rapport à ces jeunes, c'est d'établir une relation entre les lecteurs et leurs oeuvres. C'est la seule contribution que nous pouvons apporter.

MD : Mais elle est énorme, parce que ça va faire savoir aux gens d'ici, qu'il y a une underground musical africain à Paris. Parce que toutes les révolutions musicales africaines, surtout camerounaises, se passent à Paris. Pour les autres pays, je ne sais pas, il me semble que c'est limité. Pour les camerounais, il y a deux pôles de création : Paris et le Cameroun. Je pense que si ces deux courants fusionnent, cela ne pourra être que bénéfique.

SF : Quels conseils donnerais-tu aux jeunes ?

MD : Je n'ai pas de conseils, mais qu'ils s'écoulent les uns les autres, d'avoir de l'humilité. Il y a tellement de choses à approfondir, qu'il faut toujours avoir la force d'apprendre, car celui qui croit qu'il connaît, hé bien, je le plains.

Propos recueillis par H.D.K.L.

Lundi soir, 19 heures, après 2 heures de glande, Fela commence à parler. A son hôtel, c'était carrément tout Kalakerta République à Paris. Jusqu'à 4 heures du matin, quelle fatigue pour les héros. En partant, il parlait de Manu : son pôte saxophoniste-pianiste comme lui. A suivre.



FK : Sam Cooke, Otis Redding, Every Day People de Sly and Family Stone et aussi un truc dingue de James Brown : « It's a new day ». Tout ça, c'était en 69, j'étais resté dix mois à Los Angeles avec mon groupe sans pouvoir enregistrer un seul morceau. Et depuis je me suis juré que tant que je ne serais pas prêt, je ne remettrais pas les pieds aux Etats-Unis.

SF : Pour toi, quels sont les dénominateurs communs de toutes les musiques noires ?

FK : D'abord, la raison pour laquelle je joue de la musique africaine est simple : je suis africain. Si un africain joue du rock, il ne pourra jamais percer, pourtant, c'est une musique noire. Le reggae, le Calypso, la Samba, etc, tout ça, c'est la diaspora noire, et quand tu es noir, tu te rends compte que ce sont les mêmes rythmes. Quand j'étais beaucoup plus jeune, je j'écoutais la musique sans l'analyser, je pensais même qu'Amstrong était blanc. C'est après que je me suis rendu compte que toutes ces musiques étaient liées.

SF : Quelle différence y a-t-il entre James Brown et toi ? Beaucoup de personnes qui ne te supportent pas, trouvent tes textes et tes discours démagogiques.

N'est-il pas facile de chanter « Black's beautiful » « I'm black I'm proud », « power to the people », ou alors « Blackism is the force of the mind » ?

FELA : Tu ne pourrais pas citer que cela. J.B. fait du business plus qu'autre chose. Bien sûr, chaque artiste espère avoir du succès et de la réussite matérielle. James Brown chante la couleur noire ? Et alors ? De toute façon, chanter la « conscience noire » ou « le noir », on ne saurait être contradictoire en Afrique. La peinture ou le dessin ne sont pas les mêmes investissements que la musique. Il faut aussi une spiritualité, un but, une ambition morale, un feeling plus que la connaissance, l'information sur notre misère. Ce que je reprocherais à certains musiciens noirs de renom, c'est qu'ils utilisent un discours aux allures révolutionnaires et d'un autre côté, ils n'agissent pas !

En ce qui me concerne, mon séjour aux USA à la fin des années 60, m'a permis de prendre conscience de mon aliénation. J'étais alors un jeune produit du colonialisme chantant l'amour et d'autres insanités. Un jour, un frère me fait lire Malcom X, me branche sur le Black Power et les idées panafricanistes de Marcus Garvey. J'ai vu Reagan à l'époque gouverneur de Californie, organiser le massacre des Black

Panthers, j'ai vu Cleaver, Carmichael, Huey prendre la fuite. En Afrique, Nkrumah est mort sans être compris parce que son discours était hermétique à l'homme de la rue. Trop sophistiqué ? Je ne fais que reprendre ce flambeau, sans illusions d'échapper aux pièges, à l'échec, peut-être au meurtre au bout. Qu'y puis-je ? Il fallait le faire, alors je m'y essaie. Ceux qui voudraient banaliser ces thèmes, et en faire des produits, sont d'une insanité, d'une puanteur qui les signale aux frères : ce sont des vendus. Laissez-moi vous dire que « Blackism », « The force of the mind » signifie clairement :

1) La lutte spécifique des communautés noires dans le monde m'a incité à reprendre aux noirs américains les thèmes : Black Power, Panafricanism, ce qui donne Blackism.

2) « A force of the mind » parce qu'il s'agit de prendre conscience d'une culture à restaurer, des vestiges coloniaux à évacuer, cet esprit commun servirait à nous unir, le minimum en commun.

SF : Tu sembles beaucoup t'intéresser à l'Egypte pharaonique et tu dis que ta culture vient de là. Connais-tu l'historien sénégalais Cheikh A.D. ?

FELA : Voici le livre d'Osiris (cf Références) écrit en occidental. Nous l'avons « emprunté » dans une bibliothèque aux Etats-Unis. J'y ai appris que l'Egypte antique est à l'Occident le point de départ de l'accumulation de la connaissance. Ceci ne s'apprend pas dans nos écoles. Pourquoi ? J'ai appris que mon nom, Kuti, signifie à peu près en égyptien ancien, « esprit lumineux ». Quant à Cheikh Anta Diop, le connais bien, parce qu'il est venu me voir à Lagos. J'ai tous ses livres à Ikeja, chez moi, je les ai tous lus. C'est ainsi que je sais depuis lors d'où nous venons.

SF : Ces livres, dont tu parles, ne sont pas répandus, vulgarisés en Afrique, aux jeunes ou aux étudiants ?

FELA : Ah ! Mais les leaders africains dans leur majorité, sont astreints à l'ordre colonial. Ils travaillent pour leurs maîtres, et obéissent à leurs intérêts. Ils empêchent ou découragent cette information parce que si les gens savaient qui ils sont, ils n'admettaient pas les nombreux mensonges accumulés et se fâcheraient. Moi aussi, je ne savais pas. Je ne l'ai pas appris à l'école, tu penses bien. Voilà la raison pour laquelle j'ai refusé de jouer au Festival. Organiser une fête grandiose, du prestige, au moment où l'on crève de faim, j'ajoute que je leur ai demandé de vulgariser les livres sur nos origines et nos rapports avec l'Egypte. Aussi, j'ai dit : « c'est bien de faire de la musique, mais pas dans le vide. Tu ne me produis pas dans n'importe quelles conditions. ».

Durant le festival, des africains ont publié sous les auspices de l'OUA (Sponsor), un résumé sur le « colloque » sur l'éducation et la forme de gouvernement qui conviendrait aux besoins et à l'identité africaine. Mais l'Etat la garde secret pour empêcher les africains de savoir l'information vu que nos dirigeants au Nigéria n'étaient certainement pas dans cette voie. Je vous communique l'information afin que vous puissiez trouver les coordonnées et briser le secret. C'est à vous de vous organiser en sorte que les choses puissent avancer.

SF : Certaines communautés africaines, du fait de leur histoire, se trouvent dans les Caraïbes. La musique reggae a eu un succès énorme dans le monde cependant, l'« idéologie » rastafari comporte certains points (adoration de Sélassié, l'Ethiopie, Tah) qui se répandent en même temps.

FELA : La musique reggae est une bonne chose. Je comprends parfaitement que certains frères déracinés, soient à la recherche de leur passé. Il ne faut pas croire que tout le monde est informé. Dans mon cas, mon éducation coloniale ne m'avait pas appris qu'il s'agissait des mêmes descendants d'africains arrachés à leur terre originale. Ballotés, niés, exploités, c'est un juste retour, leur audience leur permet de dire la réalité car vous autres journalistes pensez que l'information passe partout. Après tout, elle ne suffit pas, la musique ouvre l'accès à un feeling, vous permet de toucher ou d'imaginer les sentiments qui animent les gens. Là-dessus, aucun problème.

Seulement, l'histoire de Jah ou de Jéhovah n'est pas africaine ! Qu'ils m'en excusent et la Bible n'est pas un recueil ni de tradition, ni d'histoire africaine. Cette notion de Dieu n'existe pas chez nous. Le Christianisme, l'Islam, nous étaient étrangers, ce sont les résultats du colonialisme. Je n'adore pas les dieux des maîtres, chez nous, nous avions en adoration la matière vivante, et OLORUN n'est pas juif ! Par ailleurs, c'est une falsification ou une méprise (Misunderstanding) que de se réclamer de Jah ou Jéhovah. Pour le reste, je suis d'accord.

Propos recueillis par
Blaise N'Djehoya et
H.D. Kala-Lobé

La semaine prochaine, vous ferez connaissance avec le candidat Fela Kuti. Ce n'est pas un « plan back » : son manifeste, quelques mots sur l'actualité politique, et sur son obsession : le Panafricanism. Quelques expressions de leaders africains sous un jour que SF vous livre à chaud. Fela for president, it is not a joke !

Science raciste

L'essai de Michael Billig (1) se propose d'établir les liens étroits qui existent entre une certaine école de psychologie (les « psychologues héréditaristes ») et les milieux politiques d'extrême-droite, en étudiant « les schémas qui se répètent à travers l'idéologie raciste, et l'intégration d'un savoir psychologique [universitaire] dans cette idéologie ».

La « science » des races a vu le jour en Grande-Bretagne à la suite des travaux de psychologues tels que Galton (l'inventeur de l'eugénisme), Pearson et leurs disciples de l'Ecole de Londres.

Leurs théories reposent sur l'importance primordiale accordée aux facteurs biologiques et à l'hérédité, par opposition aux partisans de la théorie de l'environnement. Disons, pour schématiser grossièrement, que la théorie de l'environnement pose que les potentialités d'un individu sont essentiellement dépendantes du milieu où il est élevé ; alors que les tenants de la psychologie héréditariste affirment, au contraire, que ces potentialités (et en particulier l'intelligence) sont de nature biologique et héréditaire et ne subissent pas l'influence de l'environnement.

Cette opposition a des conséquences importantes. D'abord, elle permet aux partisans de l'hérédité d'affirmer le « caractère naturel de l'inégalité » : en effet, puisque l'intelligence et les autres capacités des individus sont des caractères héréditaires, il est clair que ces individus naissent inégaux, et que par conséquent les théories sociales égalitaires ne sont que de dangereuses illusions. Ensuite, elle conduit tout

naturellement à l'eugénisme (science des conditions favorables à la reproduction et à l'amélioration de l'espèce humaine). De l'inégalité, on passe facilement à la hiérarchie : il y a les « meilleurs » dont il faut favoriser la reproduction, et bien sûr les « indésirables » dont il faut limiter la reproduction. Le corollaire de cet eugénisme est la « pureté de la race », qui amène à lutter contre l'immigration et le métissage. Enfin, cette opposition hérédité/environnement permet une justification du préjugé racial présenté comme une « réaction biologique normale » ou « une tendance innée à préférer les gens qui nous ressemblent ».

La démarche de ces chercheurs et universitaires, adeptes de la « science raciale », repose sur une malhonnêteté intellectuelle fondamentale. Ils pontifient en tant que « chercheurs scientifiques », s'arrogeant ainsi une position privilégiée de dispensateurs de la science, elle-même vérité, établie par l'expérience, objective et impartiale ; ils se présentent comme des spécialistes qui ont le droit et le devoir de s'exprimer parce que, eux, savent de quoi ils parlent !

Cette attitude est doublement malhonnête. D'une part, parce qu'elle ignore volontairement les liens étroits existant entre la position idéologique et politique d'un chercheur et ses opinions scientifiques : la neutralité idéologique du savant est une foutaise ! D'autre part, parce que le discours des représentants de la science raciale s'adresse à un public profane (le plus large possible), en lui présentant des don-

nées conjecturales ou controversées comme des faits établis (emploi caractéristique de tournures telles que « notoirement », « scientifiquement établi que... », etc) ; interprétation et extrapolation de résultats partiels, utilisation d'hypothèses non vérifiées, ou même manipulation frauduleuse des données, tout est bon pour faire de ces théories une « science ».

M. Billig indique comment ces idées ont eu du succès aux U.S.A. (lois eugénistes des années 1911-1930 sur la stérilisation des « inadaptés sociaux » et la restriction des mariages mixtes, décret de 1924 sur l'immigration des personnes « racialement inférieures ») et surtout dans l'Allemagne nazie. Mais le point le plus intéressant de son livre est qu'il montre qu'après une période de sommeil consécutive à l'horreur engendrée par le fascisme nazi, l'idéologie raciste connaît actuellement un regain de jeunesse sous une forme nouvelle, qui est précisément celle de la « respectabilité scientifique ».

Par le canal de revues comme « The Mankind Quarterly » en Grande-Bretagne, « Neue Anthropologie » en Allemagne fédérale et « Nouvelle Ecole » en France (revues qui entretiennent des liens étroits entre elles et avec des groupes politiques d'extrême-droite), des universitaires et des chercheurs apportent leur caution aux groupes fascistes prônant le racisme (on peut s'étonner, d'ailleurs, de ce que Billig ne mentionne pas la « sociobiologie » de Wilson dont les théories ont trouvé un large écho dans « Nouvelle Ecole » notam-

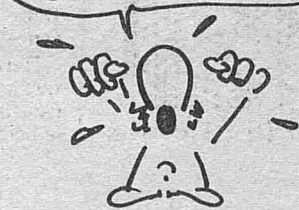
ment).

Cette convergence entre certains chercheurs scientifiques et groupes fascistes à un niveau international pose donc le double problème du discours scientifique qui n'est pas aussi neutre qu'il le prétend et du racisme qui réapparaît toujours sous une forme nouvelle.

Jibé

(1) Billig M. (1981), « L'internationale raciste / De la psychologie à la "science" de la race », P.C.M. petite collection maspero, Paris.

« LE RACISME N'A AUCUNE BASE SCIENTIFIQUE »



(PETIT ROBERT 1) PAGE 1590

JAZZ Willem Breuker

Connaissez-vous Willem Breuker — le — Hollandais violent, le Batave planant ? Saxophoniste (alto tenor, soprano tenor), claviniste et compositeur, il a été dans tous les (bons) coups de la free music européenne depuis plus d'une dizaine d'années et se produit actuellement en région parisienne jusqu'au samedi 21 mars (qu'on se le dise) au jazz unité « Les Quatre Temps », parvis de la Défense (de se perdre) Puteaux, Hauts-de-Seine, 776.44.26.

Dans un désir de s'originaliser des influences du jazz nord-américain, Breuker participe au collectif néerlandais restant compare Pool en 1967, puis fonde sa propre compagnie de production autogérée Buast Records, 2ème Oostpeekstraadt 243, 1092 BM Amsterdam, Pays-Bas.

Comment caractériser cette zizique-là ? Eh bien mélanger une bonne dose d'énergie libératrice fortement liée à l'improvisation collective jazzistique, ajoutez à cela une cuillerée d'humour cor-

rosif (certaines mauvaises langues ne considèrent-elles pas W.B. comme l'héritier illégitime de Spike Jones and his City Slickers), mélangez avec des rythmes populaires (valse, tango, swing égyptien, blues, fanfares). Goûtez, puis si cela vous semble insuffisant, rajoutez successivement dérision : contestation ; parodie, plus un grand orchestre de dix musiciens qui démenagent parfois symphoniquement (eh eh) mélangez scrupuleusement le tout, faites chauffer à feu doux pour éviter l'explosion (de joie) et vous aurez ainsi obtenu le Willem Breuker Wolledief (?).

De plus la maison ne recule devant aucun sacrifice et a produit la musique des films de Johan Van Der Keuken (dont s'affole Aziz, N.D.L.R.), ainsi que certaines pièces de B. Brecht.

Dépêchez-vous, y'en aura pas pour tout le monde et puis ça change des perspectives électo-

J.M



JEN'AI PAS LE CHOIX DE TOUTES FAÇONS !!! EN ECHANGE, JE VOUDRAIS QUE VOUS AGISSIEZ POUR QUE LES TROIS B.R. DETENUS RECENTMENT A MILAN SOIENT LIBERES DANS L'IMMEDIAT. PRIMO! SECUNDO, APRES L'OPERATION DEUX INTERVIEWS SUR TF1 ET L'A2, 24 MAX. ET EN DIRECT! PLUS \$ 500000 CASH POUR MOI!!



1430 PLUS TARD, DANS UN BISTROT DE LA RUE MOUFFETARD, ALI EN LIBERTE MAIS COMPLETEMENT BEURRE, ENTRAIN DE RUMINER SES VIEUX FLIPS ET SES VIEILLES PHILOSOPHIES QUI SOUVENT NE TIENNENT DEBOUT QUE DANS SA TETE.



(A SUIVRE)

AGENDA

PARIS

VENDREDI 20 MARS

Projection du film de **Mohamed Hondo** : *West Indies*, ce film retrace la principale plaie de l'histoire de l'humanité (l'esclavage) dans le style du « musical », il en délimite les raisons, le procédé et la fonction historique, prix spécial du jury. J.C.C. 1980. Cette projection se déroule au **Centre Culturel Irakien**.

Ray Brant au piano au *Dreher*, mais c'est une endroit hyper cher.

« **Les chemins du Square** », film réalisé par **Denis Gheerbrandt**. Ce square dans le 15^e arrondissement à Paris est le lieu privilégié où l'on vient se ressourcer, soi et les autres. C'est le lieu de rencontres, celle des lycéens encore à l'abri et d'émigrés qui ont fait avec la vie, celle de « dehors ». A partir de là, le film rayonne vers cette question de la vie à vivre à cet âge, au cinéma « *Le Marais* », 20 rue du Temple.

L'Association des marocains en France, organise un meeting à 14 h à la salle de la Mutualité à l'occasion de la commémoration de l'insurrection populaire de mars 56 par l'immigration et le peuple marocain.

Soyez nombreux à cette journée, ce sera l'occasion d'être informés sur la situation au Maroc.

6 heures pour le **Salvador** et l'Amérique Centrale, films, diapos, musique, chansons, poèmes, débats, exposés, témoignages de journalistes et de médecins de retour d'Amérique Centrale, avec la participation du Front Démocratique Révolutionnaire, à la Mutualité, participation de Francesca Soleville, ada matus, etc...

SAMEDI 21 MARS

Willem Breuker Kollektief (10 musiciens), ils seront au *Jazz Unité* à 21 heures, centre de commerce et de loisir des Quatre Temps au Parvis de la Défense, ce groupe fait du super jazz et même très ironique style la marseillaise en jazz, c'est génial.

Bidalou-ci, Bidalou-là de P. Martin. Comparez notre vie à celle d'un magistrat ; Bidalou en

1981, c'est une façon de dissidence.

Nord Tchad de Cousin, ce film montre qu'au Tchad comme dans beaucoup d'Etats africains le poids des grandes puissances et du jeu international tend de plus en plus à priver les combattants de leur propre guerre. Ces projections se déroulent au *ciné « Le Marais »*.

DIMANCHE 22 MARS

Musique du Brésil par le groupe « **Choro-Roché** » à 20h30 au *Point-Virgule*

Malbert du steel band à 17 heures au *Théâtre Noir* (20 rue des Cendriers)

Conférence sur le Chili de Fajardo : un film qui met en jeu directement les rapports entre le cinéma, la fiction et le réel.

Estrabajo de Chile de Avril. Toujours au *Marais*.

LUNDI 23 MARS

Au *Jazz Unité*, deux groupes, **Ethno Duo** et **Curtis Clark Duo**.

Ophélie avec **Franckie Vincent** et les **Vikings** de la *Guadeloupe* au *Théâtre de la Renaissance* (20 bd St Martin) à 20h30

JEUDI 26 MARS

Si vous êtes branché sur les questions du non alignement et nouvel ordre économique mondial, une soirée sera consacrée à ce sujet dans les locaux du *Centre Yougoslave* à 20h30

VENDREDI 27 MARS

Une super soirée, buffet campagnard, avec le théâtre, vidéo, guitare diapos, fanfare, poésie, jazz, groupes portugais et le groupe **Noussour**.

Une super soirée, buffet campagnard, avec théâtre, vidéo, guitare, diapos, fanfare, poésie, jazz, groupes portugais, et le groupe **Noussour**, musique du Maroc. A l'*Inter-Club* 17, 47 rue de Sausure.

Au *Jazz Unité* : **Sonny Greg Big Band**, un ensemble de 18 musiciens.

SAMEDI 28 MARS

La troupe **la Kahina** présente son spectacle la « *Famille Bendjelloul* » au *Théâtre des amandiers* à 20h20.

BANLIEUE

GENEVILLIERS

Dans le cadre de la libération des prisonniers politiques, meeting le vendredi 20 organisé par l'Amf, exposition et film arabe à 20 h, au 22 rue P.V. Couturier et le samedi 21 : troupe de théâtre et rencontre avec l'AMF.

Semaine sur le cinéma du Maghreb à la maison des jeunes des Agnettes, 16 rue Julien Mocquard, samedi 21 à 15h30 Hasan Tero, le samedi 28: Sabah

ARGENTEUIL

Samedi 28 : Film **Alyam Alyam** exposition ; **Dimanche 29** : diapos, musique, théâtre, bols, et thé à la menthe. **Renseignement voir AMF**

CLICHY

Une semaine du 23 au 8 mars, expos diapos toute la semaine ; film **Alyam Alyam**, le 27 à 20h, soirée culturelle : théâtre, musique le 28 mars à 15 h

COURBEVOIE

Spectacle de danse et de percussions, d'une rive à l'autre chorégraphie, **Martine Salomon** et percussion de **Math Samba**, le 27 mars.

PROVINCE

LYON

Stage de danse et percussions du Maghreb à partir du 5 avril à la *Maison des Etats-Unis*, avec le concours d'Inter-co Service - migrant sud-est.

CHELLES

Khamsa présente l'expo le « *ciel arabe* » du 24 mars au 18 avril au centre d'action culturelle, place des martyrs de Chateaubriand.

GRENOBLE

Ammi Khemmais, encouragé par le peintre **Michel viguié**, expose peintures et sculptures au *Palais des sports*.

DUNKERQUE

Journée internationale le 22 mars 81 au *palais du Littoral*, à la grande Synthe : des expos, du cinéma, des musiciens et des troupes « folkloriques », « *Rosas do vento* » (Portugal), « *Molinella* » (Italie) ; « *L'Aventure* » (France), « *Amal* » (Maghreb), « *Les insulaires* », « *Les hirondelles* » (Antilles) « *Savia Flamenca* » (Espagne)

grande synthe

(près de Dunkerque)

Dans le cadre des manifestations organisées pour la journée internationale contre le racisme, le samedi 21/3 à 18 heures à la *Maison de Quartier de l'Albeck*, Bd des Flandres, Grande Synthe, se déroulera une remise des coupes après les rencontres de foot-ball qui se dérouleront de 9 heures à 17 heures, ce même samedi au stade de la Z.A.C. du Courghain.

CHARLEVILLE MEZIERES

Le 20/3 **Pierre Akendengue** et le 21/3 les **Grands Ballets d'Afrique Noire**.

THONON

A la *Maison des Arts et des Loisirs*, nous écouterons avec joie notre ami **Paco Ibanez** à 20h30 le 25/3.

MONTBELIARD

Moha le fou, Moha le sage, mise en scène de **Mohamed Adi** interprété par **Mohamed Ali** en personne le 24/3 à 20h30 au *Théâtre* de cette charmante ville dont nous saluons tous nos amis...

ARLES

A la *Maison des Jeunes* (Bd des Lices), Cinéma Maghreb. Projection le 27/3, 28/3, 29/3 : **Imragen** (pêche spectaculaire aux mulets par les habitants d'un village sur la côte mauritanienne. Le *Vente des Aures*, film de **Lakhdar Hamina**.

VENISSIEUX

La troupe **Hadima** présente son spectacle « *Le cirque d'Amar* » à la *Maison du Peuple*.

EVREUX

Du jazz en Normandie avec le **New Histeric Jazz Band** le 21/3

SCEAUX

3^e Festival International de films de femmes, du 21 mars au 29 mars, leur volonté première est toujours de montrer que des femmes réalisatrices tentent par la fiction de dépasser le stade du constat et de l'énumération des preuves de leur aliénation. Une lacune à ce festival, le cinéma des femmes du « *Tiers-Monde* »

LA ROCHELLE

A la *Maison de la Culture*, on nous propose le 24/3 : **François Guin Swing Quartet** et pour les immigrés de l'intérieur le 27/3, **Paroles et Images d'ici, Chansons et musiques** de Poitou-Charente et d'Occitanie.

ANGERS

21 mars à 20h30, le groupe **Impression** avec **François Couturier** au piano, **Philippe Maté** à la flûte et au saxo **Fraçois Méchali** à la contrebasse, **Merzak Mouthana** à la batterie...

UKRANGE

Chariff Allaoui le 26/3 au *Centre Culturel* à 20h30

le havre

Encore du bon jazz avec **Willem Jkbreuker Kollektief** le 22/3.

ARRAS

Au *Théâtre Municipal* le 20/3 du super jazz avec le groupe **Chicago Blue**.

AIX EN PROVENCE

Espace Libre, impace entre le 1 et le 3 rue des Cordeliers.

Samedi 21 mars à 18h30, projection du film « *Les pêcheurs* » de **Ghouthi Bendeddouche** organisée par l'association Asti.

Lundi 23 mars à 20h30, rencontre-débat avec **Gabriel Camps** autour de son livre « *Les Berbères* », récemment paru aux éditions des Hépérides.

Mardi 24 mars à 18h30. Rencontre débat sur l'Amérique Latine, Chili, Argentine, Uruguay, Paraguay.

MULHOUSE

Au *Centre d'Animation Culturelle* le 27/3 à 20h30, toujours du jazz avec **Paul Bley** piano solo.

MARSEILLE

Semaine d'amitié Alger-Marseille du 23 au 30 mars. La séance d'inauguration aura lieu le 23/3 à la *Maison du Peuple*. Les films et documentaires seront présentés à la maison de l'étranger qui seront suivis de débat avec les réalisateurs des films.

Mercredi 25/3, débat au centre municipal d'information avec la participation de **Mohamed Ifticene**, **Mohamed Bouamari**, **Merzak Allouach**, **Lamine Merbah**, **Mustapha Toumi**, ils vont nous cogiter sur le cinéma algérien qui recherche un second souffle...

Gala de Variété le vendredi 27/3 à 20h30 à la *salle Vallier* avec les vedettes algériennes ainsi que dimanche 29/3 à 15 heures.

L'Ensemble national algérien de danse populaire sera le 24/3 à 21 heures au *centre culturel du Merlan*, le 25/3 à 16 heures, le 28/3 de nouveau au *Centre Culturel du Merlan*, le 29/3 à 15 heures à la *salle Vallier* et le 30/3 à l'*Opéra de Marseille*.

Il y aura des expositions sur la « *Philatélie, Photos d'Alger, livres, disques* » au *Centre municipal d'information*, inauguration le mardi 24/3 à 17 heures.

« **Arts populaires** » au *Centre Culturel du Merlan*.

« **Panorama des arts plastiques, arts appliqués, photos artistiques** » à la *Vieille Charité*.

« **Dessins d'enfants d'Alger** » à la *Maison de l'Etranger*. Inauguration le mardi 25/3 à 15 heures.

Des conférences auront lieu : « *L'Histoire d'Alger* » le 27/3 à 18h30 à la *Salle des Archives*, par **M. Kaddache**, prof à *Alger*.

« **Patrimoine culturel et musique traditionnelle** » par **Meziani**, président de la fédération des ciné-clubs algériens, le 24/3 à 19 heures à la *Salle des Concerts*.

« **Energie solaire, énergies renouvelables et développement rural** » le 27/3 à 18h30.

Programme du cinéma : dimanche 22/3 : « *Tahia ya Didou* » de **Zinet** ; lundi 23 : « *Premier pas* » de **Boumari** ; mardi 24 : « *Leila et les autres* » de **Sid Ali Mazif**... Pour plus de renseignements : Office municipal d'information/Square **Léon Blum**, 125 La Cannebière, tél.: (91) 64.27.75 ou à l'office du Tourisme, 4 La Cannebière, tél.: (91) 64.27.75.

M CROISES de hartmann

Grille No 5

Horizontalement :

1. : Blouse marocaine ; 2. : Epouse d'Héraclès-Lent ; 3. : Ruisseau-Rigole d'irrigation ; 4. : Rendre stupide ; 5. : Surface-Papillon bleu ; 6. : Sur la lune-Elima ; 7. : Pays d'Afrique ; 8. : Peu de chose-Asile ; 9. : Aïda

Verticalement :

1. : Circule à Tanger-Dieu ; 2. : Se divertir-Planche ; 3. : Article arabe-Près de Bordeaux ; 4. : Nuit-Dieu du feu ; 5. : Lieu d'arrêt ; 6. : Capitale en Afrique-Rongeur ; 7. : Politique tunisien ; 8. : Vieille ville-Affaiblir ; 9. : Ville de Tunisie-Ilot.

Solution grille No 4

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1	M	A	R	R	A	K	E	C	H
2	A	N	A		L	I	M	E	E
3	R	E	M	U	G	L	E		R
4	O	T	A		E	T	R	O	N
5	C	O	D	E	R		I	C	I
6	A		A	R	I	E	T	T	E
7	I	O	N		E	G	E	R	
8	N	S		A	N	E		O	U
9	S	A	F	I		E	M	I	R

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1	D	S	E	L	E	M	A	B	A
2	R								E
3	O			C	A	N	E	A	U
4									N
5									S
6									
7				N	I	G	E	R	I
8				A	I	E	N		
9									

annonces-annonces-annonces

Le collectif **Paris-Centre** a l'intention d'organiser, au mois de juin, une *fête de l'immigration*. Elle est destinée à permettre aux travailleurs immigrés du Centre de Paris, et de toutes nationalités, de se rencontrer. Elle doit aussi permettre de diffuser des informations sur la situation actuelle de l'immigration, sur les moyens de faire face aux difficultés résultant des nouvelles réglementations.

Prenez contact avec nous :

- soit au foyer **Montorgueil**, 46 rue Montorgueil, Paris 2e, tous les jeudis de 18h30 à 20h.

- soit par téléphone, au 278 61 03 LE MARDI ET LE MERCREDI de 9 h à 11 h, ou de 20h à 23 h.

Cherche troupes théâtrales, groupes musicaux maghrébins ou autres chanteurs... adresser à **Nicole Ouvrard**, 16 allée Beethoven, 51100 Reims

Grande troupe : avec spectacle de Théâtre Argentin avec masques et danse de répétition. Nous cherchons un comédien arabe ou noir de plus

de 1m90, une comédienne (toutes nationalités parlant bien le français) de moins de 1m50. PS : SVP, mous, grands bébés, pas sérieux, non disciplinés, non motivés et sans tripes s'absentir. Les comédiens suivront une formation de trois mois de claquettes argentines, masques et percussions. La troupe est payée à partir du 1er spectacle. Tournées prévues à l'étranger. Tél : 622 47 87 de 9h30 à 12 h uniquement.

Le théâtre **Zoulou**, vous connaissez, cela m'étonne, ils font partie de ces groupes de théâtre d'immigrés qu'on veut bien « gâtiser » n'est-ce pas cher camarade. Cette troupe est composée de jeunes immigrés(e)s d'Afrique, Sénégalais, maliens, Gambiens, Algériens, Tunisiennes et Français, une équipe style **Sans Frontière**.

Leur théâtre est une chorégraphie de leur vie en terre d'Afrique et en France, une remarquable mise en scène sur les contrôles des flics sur un air de

reggae ! Eh rasta man... Leur ballet chorégraphique reflète le chant et la danse africaine. Leur rythme effréné du TAM Tam, donne des ordres aux artistes au bord de la transe. J'ai pu voir leur spectacle le 6 mars au Théâtre des Amandiers à Ménilmontant, c'était une soirée super, des spectateurs ont eu du mal à réprimer longtemps l'en vie de danser, de bouger, ils s'ent montés sur scène pour s'éclater sur le rythme du tam-tam. Si jamais ce spectacle bougrement saccadé est de passage dans votre coin, ne les ratez pas et si vous avez envie de les faire venir n'hésitez pas à m'appeler au journal... Tu parles d'une pub à l'œil que je leur fais.

Arrivé depuis peu de temps à la capitale, comme on dit. Je suis à la recherche d'un appartement pas très cher et c'est plus qu'urgent. Téléphonnez-moi au journal et demandez **Mustapha** (si vous lisez le journal, c'est grâce à lui, c'est le principal monteur, Note de Momo).



Khemmais de son vrai nom Mouldi Zalilo ou plutôt comme l'appellent beaucoup de ceux qui le connaissent « Ammi (l'oncle) Khemmais » et qui ne le connaît pas place Notre-Dame ou quartier Chorrier Berriat (Grenoble) ?

« Ammi » par respect pour son âge peut-être mais beaucoup plus pour ce qu'il est, ce qu'il représente : habitué qu'il est à donner son point de vue, à analyser, mais sachant aussi écouter ceux qui sont en face de lui. Sensible à tout ce qui peut réunir les immigrés, mais également les Français et les immigrés, n'hésitant pas à venir chanter, raconter, danser...

Ne soyons pas surpris quand on va chez lui, de trouver quantité de sculptures en terre, de dessins... de se sentir chez soi. Ne soyez pas surpris que l'on vous dise que « Ammi Khemmais » a composé des centaines de poèmes, dont quelques-uns ont été chantés... Comment se fait-il que l'on n'entende pas parler de lui, que l'on ne puisse pas lire, voir, ce qu'il fait ?

UNE CERTAINE IDEE DE L'ART

Cela tient d'une part à l'idée de l'Art qu'il se fait. Pour lui, c'est un formidable passe-temps. Il s'est exercé déjà avant d'émigrer à la poésie et à la peinture et pour la sculpture, il s'y est mis en France.

A travers ces modes, il s'exprime, il exprime sa vie, la vie... Le vécu pour se « contenter » de faire plaisir à lui-même. Il reproche à beaucoup d'artistes de n'être plus, justement, « libres », mais « esclaves » de ce qu'ils ont appris dans les écoles, de rechercher dans ce qu'ils font que ce qui peut plaire... de sacrifier à... l'Argent. Ou comme le font un certain nombre d'artistes de nos pays d'origine de puiser aux sources, de transformer un petit peu ce qu'ils ont trouvé pour le commercialiser. Il s'exprime à sa façon, nous montrant une sculpture de berger il dit « il [le berger] a les pieds qui tournaient, c'est-à-dire que le berger était paralysé, tu vois son visage, il a un visage qui n'est pas très bien dessiné, il exprime quelque chose de misère », d'une autre sculpture « la structure du pharaon n'a pas de perspective, mais elle s'exprime, elle exprime quelque chose... ».

Il laisse paraître, sans le dire, comme tout est chez lui sous-entendu, paraboles, qu'il est contre l'art sur commande, ou comme il existe sous beaucoup de cieux « l'art officiel » : « Par exemple quand j'avais composé le « bateau de l'immigration », c'est parce que j'immigrerais dans ce bateau, je ressentais ma vie, j'ai quitté mon pays. Si on m'avait dit de faire ce poème, je n'aurais pas pu y arriver. Il faut des moments ». Contre l'art sur commande, l'art commercialisé, contre aussi l'idée de don, c'est bien

simple pour Ammi Khemmais, il n'y a pas de don : « Ce n'est pas le Bon Dieu qui a donné le don, c'est la vie qui fabrique le Don ». Ce don, c'est l'expérience et la conscience politique qu'on acquiert.

Ammi Khemmais voudrait bien que ses scènes soient lus dans son pays (la Tunisie), mais comme ils sont trop politisés, cela n'est pas possible. « Les bougres » comme lui (terme qu'il aime bien répéter) attendront encore quelques temps « car d'indépendance, les peuples n'ont gagné que le drapeau » et ajoutant avec une pointe d'humour « ... on est aussi libres que du temps de la colonisation, du temps de la dictature, de la violence, des pendaisons, des arrestations, des emprisonnements... ».

LA QUESTION PRINCIPALE C'EST L'EXPERIENCE DE MA VIE

Ce qu'on peut retenir de ce qu'il nous a dit : ce qu'il fait « c'est pour contenter des choses qu'il ressent en lui » et ensuite « c'est une expression par rapport à sa vie ». Tout d'abord la colonisation et la pauvreté : « J'ai ouvert les yeux et j'ai compris que mon pays était colonisé, c'est-à-dire j'ai compris d'où venait la pauvreté dans mon village ».

Dès l'âge de 17 ans, en 1933, il milite au parti Destourien. Il s'engage dans l'armée française pendant la deuxième guerre mondiale mais déserte tout de suite : cela lui valut plusieurs condamnations dont une à mort en 1948 par contumace, mais il vit sa peine réduite à un an et cinq mois par la grâce de son adhésion au parti communiste. Puis après, ce fut la participation à la guerre de 1948 en Palestine comme engagé dans l'armée égyptienne.



LE BATEAU DE L'IMMIGRATION

Le bateau siffle et prend le large, en tournant son dos à ma chère terre transportant nos jeunes dans leur voyage à une destinée étrangère.

Le bateau siffle d'une très haute voix, recevant les adieux des bras agités en signe de deuil à sa fortune proie dont la jeune chaire est de qualité.

Il siffle et quitte le rivage, en couvrant les flots d'un linceul d'écume

On y vient arroser son sillage de larmes brûlantes d'amertume. Le géant disparaît dans le brouillard, dans quelques minutes de silence ne laissant dans l'horizon qu'un point noir dans les regards pleurant son absence. Ainsi on nous fait fermer les paupières pour rêver à une ruée vers l'or bien que nous et les vaches laitières subissons presque le même sort le différent, c'est qu'on a un passeport.

Chanté par Hedi Guella

C'est la vie qui fabrique le don

« Les Palestiniens ont commencé leurs révoltes sous plusieurs partis, ça a été une guerre populaire... Puis les armées égyptienne, syrienne ont désarmé cette révolution pour la remplacer par une armée régulière. Les Palestiniens étaient armés et combattaient à l'intérieur et l'extérieur ». Et puis que de trahisons, comment l'histoire, dit-on, ne se répète-t-elle pas...

« J'ai vu de mes propres yeux... les sionistes mettaient aux Palestiniens l'étoile de David sous la langue... et quand ils immigraient en Syrie, Israël faisait courir une propagande que les Palestiniens ayant une étoile de David sous la langue étaient des espions, il y eut beaucoup de fusillés par l'armée syrienne... ». Un peu comme l'histoire de la « bleuite » pendant la guerre d'Algérie, histoires d'intoxication...

De tout cela et encore... l'histoire n'en a pas parlé ? Et pourquoi on parlerait-elle quand on voit que ce qui se passe actuellement n'est pas loin de ce qui se passait en 1948, peut-être malgré tout le livre que 'Ammi Khemmais a l'intention d'écrire sur le sujet tirera pas mal de choses de l'oubli.

En 1953, séjour en Lybie, retour ensuite en Tunisie au moment de la révolution, on lui colle encore un an de prison. Participation à la révolution par l'agitation sans qu'il soit militant dans un parti. Puis vint l'indépendance, c'est l'émigration en France.. Nous sommes en 1957. C'est une émigration en masse : la Tunisie et le Maroc venaient d'avoir leurs indépendances. Par rapport à la situation qu'on connaît aujourd'hui, le travail posait moins de problèmes, mais le logement, c'en était un :

« J'ai toujours vécu avec les Kabyles à Paris, dans les hôtels car l'habitat était terrible là-bas, on se couchait deux dans le lit, c'était incon-

fortable, dans des caves... », ce voisinage lui fera vivre la révolution algérienne.

« FIER DE LA REVOLUTION ALGERIENNE »

Ne cachant pas ses opinions, il juge très sévèrement les Tunisiens et les Marocains. « La révolution algérienne n'a trouvé que dans 5 à 8% parmi eux le soutien nécessaire ». Il se déclare très fier de cette révolution : « Les Algériens ont mené leur révolution tous seuls et les Kabyles ont été à l'avant-garde... à Paris... ».

Impressionné par la solidarité, l'esprit politique, « cela dépassait l'imagination ». Révolution qu'il a soutenue financièrement et par la rédaction de lettres...

De ces Kabyles qu'il a connus à Paris, il apprécie l'intégrité, l'honnêteté (après l'indépendance de l'Algérie, je les ai rencontrés, ils étaient toujours à leurs places, des types qui ramassaient des millions de cotisations, c'est la question de confiance...). Et aujourd'hui... avec la situation de crise économique, de la politique d'expulsion du gouvernement actuel, avec ses lois répressives... ce qui frappe le plus c'est l'interdiction du regroupement familial malgré l'inconstitutionnalité de cette mesure, c'est la chasse aux immigrés irréguliers maintenant qu'on les a utilisés...

EU AUJOURD'HUI POUR 'AMMI KHEMMAIS

Retraite anticipée avec 1250 francs par moi pour quatre personnes, est-ce que cela suffit pour les faire vivre ; heureusement qu'il y a pour quelque temps le chômage de sa femme et les allocations familiales. Il aurait voulu aller vivre paisiblement dans son village mais voilà la question, les enfants ? Car il a un gosse handicapé à qui il veut donner un métier et puis les enfants sont-ils préparés à un tel retour ? Bien sûr, il a tout fait pour qu'ils aiment leur pays, il rentre avec eux chaque été, il a tout fait pour qu'ils apprennent l'arabe. Mais déçu comme beaucoup de parents d'enfants de l'échec scolaire « il y a 85% des enfants immigrés qui ont raté leurs études... ». C'est une analyse assez pertinente de la question qu'il nous donne. Tout d'abord, il la voit dans l'inégalité des enfants immigrés/enfants français devant l'école : « Le Français a sa mère qui l'éduque, qui sait lire et écrire, qui parle sa langue, qui l'aide », dans le racisme « quand l'enfant immigré va à l'école, il n'est pas considéré, les enfants français sont innocents, recopient ce que leurs parents leur disent. Ce qui fait que les enfants immigrés ont un complexe d'infériorité » et puis dans beaucoup de facteurs qui interviennent, le logement, la famille nombreuse.

Quel avenir, l'immigration ?

Laissons-le parler : « C'est un drame. La question de l'immigration qu'elle soit arabe, portugaise, vraiment c'est une question très difficile à moins que ces classes de travailleurs s'assimilent dans la société française mais c'est très difficile. Nous sommes une race d'apatrides, même nos enfants nés ici ne peuvent pas s'assimiler. C'est une question dramatique surtout pour les jeunes ».

Propos recueillis par
Hamoudi et Haroun